ISSN 0024-7650

M 6189 - 1029 - 8,00 F

3796189008001 10290

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 029 - 20 février 1988 - prix : 8 F

Barre, Chirac, Mitterrand sont interchangeables

QUEL QUE SOIT L'ÉLU IL FAUDRA QUE LES TRAVAILLEURS SE FASSENT CRAINDRE

Barre, Chirac, Mitterrand sont interchangeables

QUEL QUE SOIT L'ÉLU IL FAUDRA QUE LES TRAVAILLEURS SE FASSENT CRAINDRE

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, le gouvernement vient de publier un bilan sur sa propre action. Ça va, Chirac et ses semblables sont contents d'eux, si l'on en croit cette brochure intitulée sans la moindre gêne «liberté, redressement, solidarité». Le tout est de comprendre ce qu'il veut dire par là.

C'est ainsi que la «liberté», c'est d'abord ce qu'il nomme «la place de la France dans le monde». C'est-à-dire la loi de programmation militaire ouvrant 500 milliards de crédits à l'armement et votée, il y a un an, par les partis de droite et le Parti Socialiste, ou bien «la confiance restaurée dans les DOM-TOM»... de la manière qu'on a vue en Nouvelle-Calédonie, ou encore «la vocation de la France affirmée avec force, au Tchad ou dans le golfe Persique». Avions et porte-avions à l'appui...

Et puis cette «liberté», c'est encore d'après Chirac la liberté des prix, la suppression des contraintes aux entreprises ou la baisse de leurs charges. Le «redressement» et la «solidarité», affirme-t-il sans rire, ce serait «l'emploi salarié préservé» grâce à «l'embauche des jeunes en entreprise». C'est-à-dire la poursuite des licenciements et la généralisation du travail précaire en intérim, TUC ou SIVP sous-payés, souvent bien en dessous du SMIC. C'est-à-dire sans doute cette «liberté», dont on parle de plus en plus, de supprimer le SMIC qu'on a déjà cessé de respecter dans les faits.

En effet, le tout est de s'entendre. C'est vrai, du côté des bourgeois, des capitalistes, on n'a pas à se plaindre du gouvernement. Pour les autres, Chirac n'est pas gêné, il n'a qu'à aligner quelques mensonges : le pouvoir d'achat aurait crû, le chômage diminué, la protection sociale aurait été «sauvegardée». Tout cela en poursuivant le blocage des salaires, en rayant des chômeurs des statistiques, en diminuant les remboursements de maladie et en augmentant les cotisations sociales !

Côté programme, Barre n'a rien de mieux à proposer, si ce n'est tenter de convaincre ses auditoires qu'il y a tout de même des différences avec Chirac. Mais à part le fait que l'un parle vite et l'autre lentement, que l'un aime jouer les branchés et l'autre les ringards, on ne voit vraiment pas lesquelles.

Le bilan de Chirac aujourd'hui, c'est aussi au fond celui du gouvernement de gauche qui l'a précédé, ou d'ailleurs du président qui est encore en place. Le blocage des salaires dont on voit les effets aujourd'hui a commencé en 1982 avec des ministres socialistes et communistes. Les TUC ont été inventés en 1984 par le ministre du Travail socialiste Michel Delebarre. C'est aussi lui qui a, la même année, tout comme vient de le faire Séguin, demandé à l'ANPE de rayer des listes de chômeurs les jeunes qui refuseraient ces «petits boulots» au rabais. Et on a pu voir Barre, à la télévision, rendre hommage à la «rigueur» du temps du gouvernement socialiste.

Oui, tous ces gens-là se valent et sont même parfaitement interchangeables. Giscard, qui a eu Barre et Chirac comme Premiers ministres, ne sait pas lequel choisir. Mitterrand et Chirac peuvent parler d'une même voix et se faire des politesses au sommet de Bruxelles, Barre et Delebarre se congratuler. Ils ont la même politique à proposer, au service exclusif du patronat. Le CNPF a précisé lui-même qu'il ne voyait pas de raison de choisir entre les candidats «présidentiables», puisque ceux-ci ont la même politique.

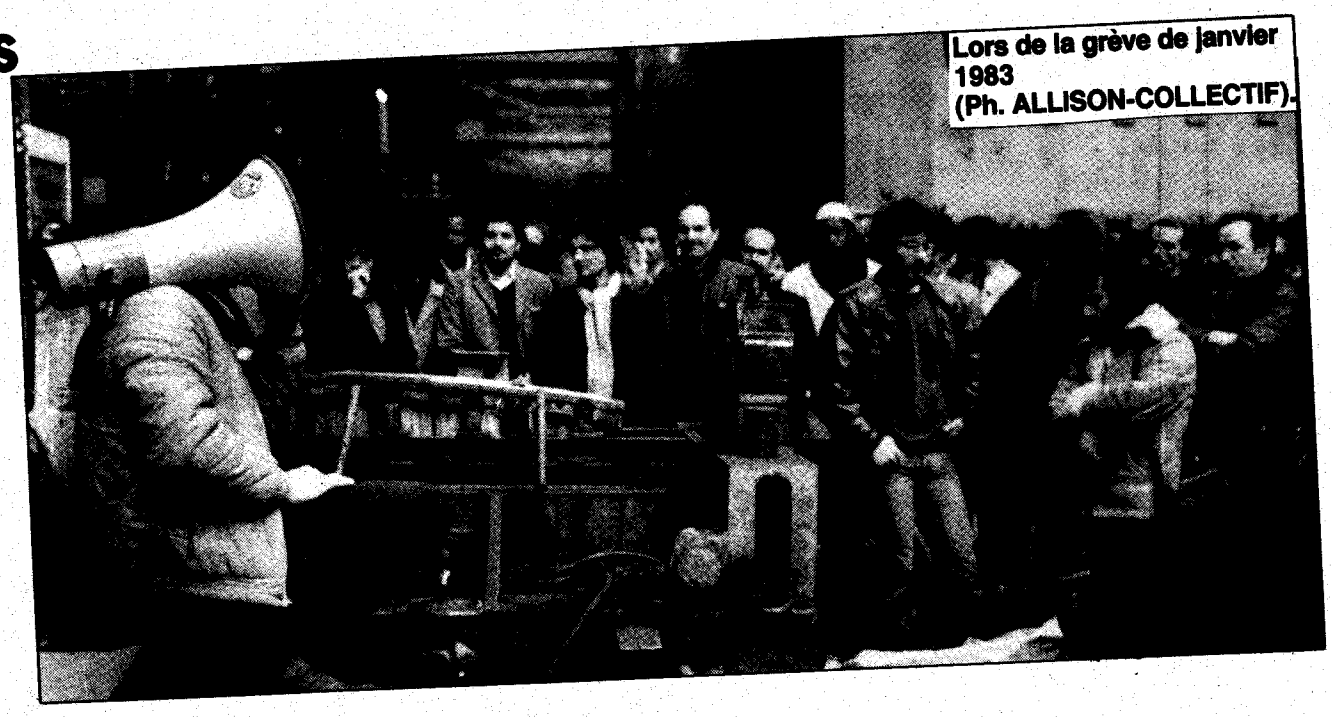
Alors, il reste aux travailleurs, à tous ceux qui sont victimes depuis des années de cette politique exclusivement au service des riches, à avoir la leur. Moins que jamais ils ne peuvent penser que leur sort changera par les élections. Ils en ont suffisamment fait l'expérience et ils sont maintenant prévenus d'avance : quel que soit le candidat élu, c'est à la classe ouvrière qu'il s'attaquera. Et quel que soit le candidat élu, la classe ouvrière aura à se battre, à utiliser tous ses moyens de défense pour renverser le rapport de forces, si elle ne veut pas se voir réduire tout entière au statut de «nouveaux pauvres» ou de tucards payés 2 000 F par mois ou moins.

Dans les entreprises

Les travailleurs en ont assez des salaires bloqués, des licenciements, des attaques de toutes sortes que gouvernement et patrons font converger sur eux.

Les réactions ne sont pas rares. Chez Chausson ou aux Potasses d'Alsace, par exemple, des luttes pour les salaires sont engagées, tandis que le personnel des banques manifeste contre les menaces de licenciements.

Chausson - Gennevilliers



Lors de la grève de janvier 1983 (Ph. ALLISON-COLLECTIF).

GRÈVE POUR LES SALAIRES

Une grande partie des ouvriers des usines Chausson, à Gennevilliers, est en grève : au moins 800 sur un total de 1 800.

Lors d'une assemblée générale qui a réuni environ 300 d'entre eux, le jeudi 18 février au matin, un vote unanime a eu lieu, sur la poursuite du mouvement, sur la revendication de 1 000 F d'augmentation des salaires et le paiement des heures de grève.

Cette grève pour les salaires a démarré le vendredi 12 février, dans le secteur des presses. A treize heures, ce jour-là, au moment d'aller récupérer leur feuille de paye, les travailleurs de l'équipe du matin n'ont pas repris le travail. Leurs salaires, déjà minables, étaient encore amputés à cause de l'augmentation d'une cotisation de mutuelle.

Les quelque 80 ouvriers de l'équipe du matin se sont donc mis en grève ; puis ont convaincu d'en faire autant ceux de l'équipe d'après-midi, qui s'est chargée de transmettre à l'équipe de nuit; Et d'une équipe sur l'autre, il s'est chaque fois trouvé du monde pour communiquer à la relève l'envie de faire grève.

Le lundi 15 février, la situation restait en l'état. Les travailleurs des presses ne reprenaient pas le travail. Mais, malgré la sympathie des secteurs avoisinants, la grève restait cantonnée aux presses. Dans la nuit de lundi à mardi, c'est la direction qui a fait l'erreur qu'il fallait ! Elle a réuni à deux heures du matin plusieurs dizaines de cadres et agents de maîtrise et les a chapitrés pour intimider les grévistes et déménager des outils de presse de Gennevilliers à Meudon.

Le lendemain mardi, au petit jour, les travailleurs prenaient leur revanche et presque toute l'usine se retrouvait paralysée par la grève. Un grand cortège de 400 à 500 travailleurs sillonnait les deux usines, pour converger vers les bureaux de la direction où personne ne voulut entendre les explications du directeur sur les prétendues nécessités économiques.

La plupart des travailleurs avaient fait leurs comptes et ils savaient qu'il leur manquait ces 1 000 F. Au bas mot.

La grève a donc continué, bien que certains ateliers n'aient pas rejoint le mouvement.

La plupart des grévistes sont-ils prêts à continuer jusqu'à satisfaction ? En tout cas, beaucoup sont furieux de l'attitude de la direction qui leur semble dépasser les bornes. Et ils ont l'habitude, dans ces cas-là, de réagir tous ensemble et d'être solidaires.

Alors c'est la grève.

Correspondant LO

Dans les banques

NON AUX LICENCIEMENTS !

Jeudi 18 février, les syndicats du Crédit du Nord, à Paris, appelaient à faire grève 24 heures, et à manifester dans la matinée à l'occasion de la réunion du Comité central d'entreprise où devaient être annoncées les décisions concernant les suppressions d'emplois. Les fédérations de la Banque CFDT, FO et CFTC appelaient à rejoindre la manifestation à 10 heures devant le Crédit du Nord.

Nous nous sommes retrouvés à un millier, du Crédit du Nord et des autres banques, pour crier : « *Non aux licenciements, augmentez les effectifs et augmentez les salaires !* » ou encore : « *Des TUC pour les PDG, du boulot pour les chômeurs !* ».

Nous ne connaissions pas encore les résultats de la réunion au moment de la dispersion de la manifestation, mais chacun s'est donné rendez-vous pour empêcher d'éventuels licenciements.

Le 28 janvier dernier, le PDG du Crédit du Nord annonçait un « *Plan d'action d'urgence* » destiné à sauver l'entreprise qui serait « *menacée d'asphyxie* ». Le traitement choisi ? L'amputation : 90 agences (soit 20 % des points de vente) seraient fermées et 900 emplois supprimés, soit 10 % du personnel ! Déjà, il y a un an, une opération « départs volontaires » avait abouti à la suppression de 859 emplois. Aujourd'hui la direction prévoit des licenciements secs s'il n'y a pas assez de volontaires au départ.

Le 28 janvier, près de 60 % du personnel a débrayé à l'appel des 5 organisations syndicales pour protester contre ces menaces. Il faut dire que le patronat bancaire développe actuellement une campagne de presse visant à faire passer les employés de banque pour des privilégiés et à leur faire accepter des « *restructurations importantes* ».

Les banquiers ne manquent pas de culot : eux qui ont fait des bénéfices exceptionnels toutes ces dernières années (+ 50 % en 1986 pour la BNP, + 20 % pour le Crédit Lyonnais en 1987, etc.), qui jouent gros sur tous les marchés financiers de la planète, ils se prétendent menacés par les « sureffectifs » !

Y compris au Crédit du Nord, ce n'est pas l'argent qui manque : son principal actionnaire, Paribas, vient de prendre une part du capital de Matra, participe à Bruxelles au feuilleton boursier de la Société Générale de Belgique via sa filiale Cobepa qui détient une part du capital.

De l'argent, les banquiers en ont en veux-tu, en voilà. Mais ils en veulent encore plus ! En fait, comme tous les patrons actuellement, ils voudraient faire tourner leurs entreprises avec moins de personnel, en imposant à ceux qui restent des conditions de travail empirées et en bloquant les salaires. Les réductions de personnel peuvent vouloir dire ne pas remplacer les partants ou les remplacer par des jeunes qui coûteront moins cher. Cela peut signifier aussi des licenciements. Les employés ont toute raison de refuser de payer pour qu'ils gonflent encore leurs portefeuilles !

Correspondant LO

Fête

de LUTTE OUVRIERE

à LILLE

Dimanche 13 mars
de 12 h à 20 h
Salle des Fêtes de Lannoy
Métro : Fives
FIVES-LILLE

Caisse Primaire d'Assurance-Maladie (Bourges)

L'ASSISTANCE MÉDICALE... AUX PATRONS !

Le directeur de la CPAM de Bourges fait une crise d'autorité et une fixation sur les congés. Depuis un certain temps, il laissait entendre que certains abusaient des congés. Pourtant, bien qu'il ne veuille pas l'avouer publiquement, le taux d'absentéisme de la Caisse du Cher (moins de 4 %) est inférieur à celui de l'ensemble des organismes de Sécurité sociale, lui-même inférieur – quoi qu'en dise Le Pen – à celui de l'ensemble des entreprises en France (environ 9 %).

Il est passé à l'attaque il y a quinze jours en faisant contrôler une militante syndicale, exceptionnellement en congé maladie, par un médecin de l'Association française d'assistance médicale.

Prenant ses références dans *Le Figaro-Magazine* et *La France paresseuse*, cette association utilise 2 000 médecins généralistes pour effectuer, pour le compte des patrons adhérents, un «contrôle médical de l'absence», qui peut avoir pour conséquence la suppression des indemnités complémentaires versées par l'employeur.

Elle conteste que son but soit de «remettre les salariés au travail», mais elle avoue qu'il est de faire diminuer les arrêts de travail, en espèrant d'une part que les travailleurs hésiteront à s'arrêter, d'autre part que les médecins locaux seront encore plus avares de congés maladie.

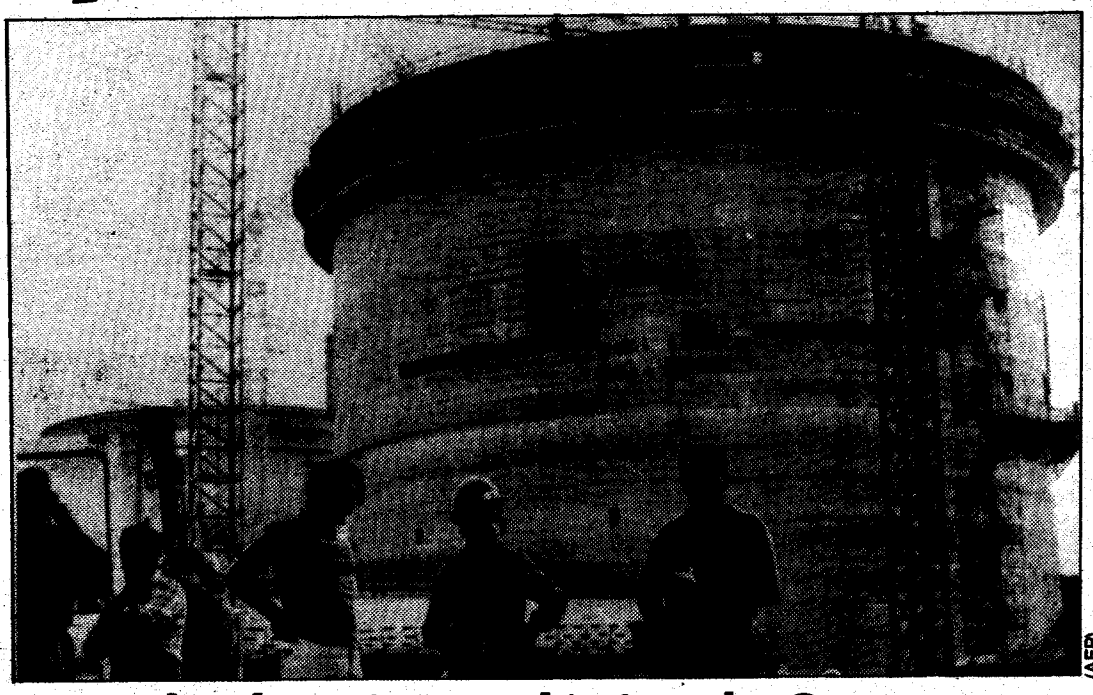
Ces médecins agissant pour le compte des patrons sont autorisés à procéder à un prétendu examen médical afin d'établir un diagnostic le jour de la contre-visite, en plus du contrôle administratif constatant que nous sommes ou pas à notre domicile, en dehors des heures de sorties autorisées.

Une adresse erronée ou un refus d'ouvrir sa porte à un inconnu peut faire supprimer le complément de salaire !

Nous n'avons pas pu connaître le prix de ce «service». «*Pas cher*», a répondu notre patron. Il a refusé de nous communiquer la liste des médecins qui acceptaient de faire ce sale boulot.

C'est ce «sale boulot» qui indigne le plus. Que des patrons essaient de faire pression sur des travailleurs pour essayer qu'ils leur coûtent le moins cher possible, c'est salaud, mais c'est dans l'ordre des choses (capitalistes) ; mais que les médecins acceptent de jouer les flics et de servir ces intérêts-là, cela passe mal et nous allons leur faire de la publicité.

Correspondant LO



(AFP)

Sur le chantier nucléaire de Cattenom (Moselle)

INSÉCURITÉ PERMANENTE

Sur le chantier, dans la nuit du 4 au 5 février, un travailleur est tombé d'un échafaudage et s'est brisé la colonne vertébrale, en chutant quatre mètres plus bas. Il a eu la moëlle épinière écrasée. S'il s'en sort, il restera paralysé toute sa vie.

Pour les responsables du chantier, il s'agit d'un « *regrettable accident* ». En réalité, quand on connaît les circonstances dans lesquelles cela s'est produit, on ne peut plus parler d'accident. L'échafaudage sur lequel il était monté, pour effectuer des radios sur les soudures de tuyauteries, présentait un trou béant entre les planches. Ce trou, par lequel il était prévu de faire passer ultérieurement une conduite, était balisé par un simple ruban de plastique. Un faux-pas a suffi, et ce fut la chute.

Depuis le début du chantier, en 1978, il y a déjà eu dix morts. Les échafaudages sont construits la plupart du temps avec les moyens du bord, sans rambardes de sécurité ou avec des écarts entre les planches. Les entreprises travaillent les unes sur les autres : les soudeurs au-dessus des électriciens, les tuyauteurs meulant en l'air et projetant des étincelles, le tout dans un grand fracas de marteaux-piqueurs. Il faut faire attention où l'on met les pieds ; à tout moment, on risque l'accident. Pour toutes ces entreprises, c'est la course contre la montre : EDF accorde les contrats à celles qui opèrent dans les plus brefs délais.

Après chaque accident, la direction fait semblant de veiller à la sécurité, en infligeant des sanctions au hasard, à tous les ouvriers qu'elle peut prendre en faute : une façon pour elle de faire oublier sa propre responsabilité. Elle a même placé à plusieurs endroits du chantier de grands miroirs sur lesquels on peut lire lorsqu'on s'approche : « *Voici la personne responsable de votre sécurité* » !

Ça s'appelle avoir du culot.

Correspondant LO

Chaignaud (Angoulême)

LE PATRON PERD SON PROCES CONTRE UNE MILITANTE DE LUTTE OUVRIERE

Le patron des établissements Chaignaud, usine de textile d'un millier de personnes, à 20 km d'Angoulême, n'aime pas le bulletin de *Lutte Ouvrière*, sans doute parce qu'il dénonce les conditions de travail pénibles et les bas salaires (à peine le SMIC).

Deux fois déjà, il a porté plainte pour diffamation, et la police venue spécialement d'Angoulême, par deux fois, est arrivée à 4 h 30 du matin pour interpeller les diffuseurs, à grands renforts de véhicules à gyrophare. Deux fois le tribunal d'Angoulême a donné raison au patron.

Mais quand celui-ci, encouragé, a porté plainte pour la troisième fois contre la camarade qui diffusait, il n'a pas réussi son coup.

Cette fois-ci, il se plaignait que le bulletin *Lutte Ouvrière* fasse état d'une information parue dans la presse locale, selon laquelle il était actionnaire d'une autre entreprise, papeterie d'Angoulême, et qui rapportait de substanciels bénéfices... Il s'estimait diffamé, car ce bulletin commentait ironiquement « *ce petit job* » pas mal pour « *arrondir ses fins de mois* » et parlait de ces actionnaires qui ne savent quoi faire de leur « *magot* ».

Devant le tribunal d'Angoulême, notre camarade a déclaré que c'était le droit de tout un chacun de commenter des faits publics, même de manière ironique et qu'en réalité le patron de Chaignaud, par ses plaintes répétées, cherchait à nuire au bulletin, à l'empêcher de paraître, s'attaquant ainsi à la liberté d'expression.

Après un délibéré d'un mois et demi, le tribunal d'Angoulême rendait son verdict le 27 janvier : il relaxait notre camarade et déboutait le patron de Chaignaud, attendu que si « *la rédactrice du tract ajoute un commentaire en employant un ton humoristique... cherchant par là-même à donner une coloration satirique à ses écrits* », « *s'il est vrai que les termes employés peuvent apparaître peu nuancés et relever plus de la « langue de bois » politique que d'une analyse approfondie sur la situation économique et sociale de l'entreprise en cause, il ne ressort pas du texte incriminé des éléments diffamatoires ou injurieux, le terme « magot » au demeurant n'ayant plus dans la langue française une connotation péjorative d'un bien mal acquis* ».

S'agissant de la langue, qu'elle soit « de bois » ou la langue française, nous laissons au tribunal la responsabilité de son jugement. Toujours est-il que Chaignaud ne nous fera pas taire.

Correspondant LO

Depuis que la direction a annoncé qu'il n'y aurait que 0,3% d'augmentation des salaires en 1988 après qu'il y a eu 0% en 1987, les débrayages se multiplient aux mines.

Aux Mines de potasse d'Alsace
COLÈRE OUVRIÈRE ET MÉFIANCE VIS-À-VIS DES SYNDICATS

Le 25 janvier, le poste du matin des mineurs de fond du puits Amélie prenait à partie les syndicats qui ne revendiquaient qu'un rattrapage de 0,3% pour 1987. Un mineur résuma l'état d'esprit de tous en leur criant *«Bande d'enfoirés»*. Le 26, au puits Marie-Louise, les mineurs de fond du poste du matin débrayaient malgré l'opposition à la grève de l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-FO-CGC. Seul un délégué mineur annonçait son soutien. La CFDT affichait un tract où elle dénonçait les mineurs qui avaient «insulté» leur délégué national aux mines, assimilant leurs propos à de la diffamation. Il faut dire qu'un mineur avait dit à son propos, alors qu'il mettait tout son poids pour empêcher la grève, que lui *«s'en foutait parce qu'il avait un avenir assuré»*.

La direction a changé alors de ton, avancé les négociations au 4 février et annoncé que ses propositions étaient à discuter. Le 1er février, les mineurs de jour d'Amélie débrayaient. La direction leur payait les heures de grève et leur donnait rendez-vous le jour des négociations. Le 4 février, le poste du matin, de fond, du puits de Berrwiller débrayait à son tour pour protester contre le quart d'heure non payé à ceux qui remontent plus tôt. L'intersyndicale appelait les mineurs du fond d'après-midi d'Amélie à venir les appuyer pour les négociations. Les mineurs suivirent mais plus pour pousser et surveiller les syndicats que les soutenir. Puis la tension monta.

Malgré la savante pagaille organisée par les syndicats pour que, d'un puits à l'autre, d'un secteur à l'autre, personne ne sache ce qui se passe, et que les mineurs n'arrêtent pas tous ensemble, de nombreux mineurs passaient à la direction générale où avaient lieu les négociations, et malgré les tentatives du secrétaire national CFDT des mines de les faire partir, les mineurs finirent par envahir la direction générale à 200 ou 300 et occupèrent la salle de négociation, surveillant ainsi les débats.

L'entrée du puits Amélie. (Photo LO)

Le directeur se disant séquestré, ce ne fut qu'un cri pour lui dire qu'il séquestrait nos salaires depuis plus d'un an. Les mineurs de fond du poste de nuit de Berrwiller débrayaient à leur tour puis ceux de la fabrique au jour à Marie-Louise. Finalement la direction, aidée par les syndicats à s'éclipser, cédait une prime de 1090 F en rattrapage de 1987 et le paiement des heures de grève. Les syndicats criaient victoire mais ce n'était pas le sentiment des mineurs.

Ils sont certes satisfaits de prendre les 1090 F d'autant plus qu'ils n'ont rien perdu, mais pour eux ce ne sont que des miettes. Les vrais combats sont à venir; et tout le monde a remarqué et mesuré l'opposition des syndicats à toute lutte sérieuse, et que ce sont des mineurs de la base qui ont été bien souvent à l'initiative des mouvements. Et pour la première fois, certains n'ont pas hésité à prendre la parole y compris quand il fallait arracher de force le micro à des syndicalistes qui le monopolisaient.

Correspondant LO

Cocentall

LA DIRECTION BAISSE LES SALAIRES DE 10 %

La direction de Cocentall de Carspach, filiale des Mines de potasse d'Alsace vient de décider de baisser les salaires de ses ouvriers de 10%, de diminuer d'autant la prime de rendement et de supprimer la prime de transport. La CGT a chiffré la perte à 1500 F par mois. La direction justifie cela, après 47 licenciements en 1987, en disant que, ne travaillant que pour les Mines de potasse d'Alsace et celles-ci ayant des difficultés, cela se traduit par une baisse d'activité pour eux-mêmes. Aussitôt connue la nouvelle, le 2 février, la centaine d'ouvriers de Cocentall se mettait en grève.

A quelques kilomètres de là, aux Mines de potasse d'Alsace, le 4 février, les mineurs qui occupaient la direction générale disaient que leur place aurait été auprès d'eux, ayant à combattre le même patron. Les dirigeants syndicalistes, eux, éludaient la question.

Thomson - TVE (Rennes)

SALAIRES À LA TRAÎNE, ÇA SUFFIT

La direction de TVE (Thomson-Vidéo-Equipement), à Rennes, vient de connaître un début d'année agité. TVE est une entreprise de 190 salariés qui fabrique du matériel de télévision professionnel. Elle est filiale du groupe Thomson.

Des négociations salariales étaient prévues le 15 janvier et la direction parisienne annonçait la couleur en affirmant que les salaires 1988 ne suivraient pas l'augmentation du coût de la vie. Le jour des négociations, nous nous sommes retrouvés 90 à débrayer à l'appel de la CGT et de la CFDT. Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu tant de monde sortir. Cinq jour après, lors de la seconde entrevue entre la direction et les syndicats, nous nous sommes retrouvés aussi nombreux à arrêter le travail pour bien montrer à la direction notre mécontentement. Le 21 janvier, la direction n'ayant rien lâché, nous décidions ensemble dans le cadre d'une assemblée générale de revendiquer le maintien de notre pouvoir d'achat et sept volontaires allaient porter nos revendications à la direction. Le lendemain, 22 janvier, jour de réunion du CCE, nous étions encore 80 à débrayer.

La direction de TVE Rennes a décidé le 25 janvier de payer une heure de débrayage prévue. Mais surtout elle développe son argumentation, et prétend que de trop fortes augmentations de salaires l'obligeraient à mettre la clef sous la porte. Son discours n'ébranle pas grand monde. Nous avons encore été 90 à boycotter le pot organisé par la direction le 26 janvier et une cinquantaine à vouloir nous imposer à une réunion de délégués, à laquelle la direction a refusé de participer.

Dans des petits groupes on commence à parler de ne pas rester isolés dans notre entreprise, si nous voulons vraiment faire reculer la direction de Thomson.

Ces débrayages ont permis à beaucoup d'entre nous de se rendre compte que nous étions nombreux à penser la même chose. Nous avons su faire comprendre à la direction que nous ne sommes pas aussi dociles qu'elle le souhaite. Reste à la faire reculer.

Correspondant LO

A propos de l'OPA sur Télémécanique

POUR LES SALARIÉS ACHETER DES PARTS DE L'ENTREPRISE C'EST PARFOIS SE VENDRE À SON PATRON

L'OPA, qualifiée d'hostile, lancée par le PDG de Schneider, Pineau-Valencienne, sur les actions de la Société Télémécanique, a provoqué une vive réaction de la direction, des cadres, mais aussi d'une partie des syndicats et d'une partie du personnel.

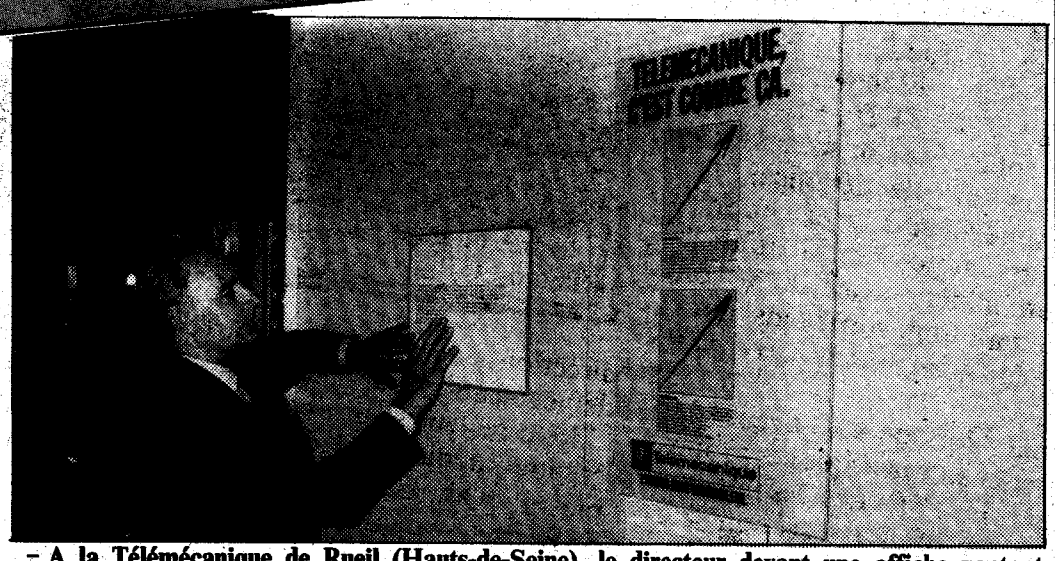
La Télémécanique a la réputation d'une relativement « bonne » entreprise pour le personnel, les salaires sont plutôt au-dessus de la moyenne, la direction fait du « social » sinon du paternalisme, et depuis 1948, c'est-à-dire depuis quarante ans, il existe une participation du personnel aux bénéfices de l'entreprise. L'actionnariat ouvrier, la participation, l'association capital-travail sont en effet de vieilles idées gaullistes qui ont été mises en application dans cette entreprise, comme elles l'ont été, plus ou moins, dans d'autres par la suite.

Tout se passait fort bien dans le meilleur des mondes patronaux : l'entreprise faisait du bénéfice, elle était devenue selon la direction «*un joyau de l'industrie française*» et le personnel, comme partout ailleurs, se faisait exploiter. Il avait acheté – les cadres surtout – une partie des actions, ce qui avait donné de l'argent frais à la direction, et ce qui dans l'esprit des dirigeants était un gage de paix sociale.

Tout cela jusqu'au jour où le «raider» Pineau-Valencienne, bien connu pour avoir licencié massivement chez Creusot-Loire, a lancé son offre publique d'achat sur les actions Télémécanique. Car cette société avait en effet un point faible, avec 64 % de son capital chez des petits porteurs.

Alors le PDG de Télémécanique, Jacques Valla, pour empêcher l'OPA «inamicale», a tenté de mobiliser les cadres, les syndicats et le personnel. Le Comité d'entreprise a voté un gros budget pour organiser des protestations, payer des publicités sous forme de tracts, d'annonces dans la presse, etc. Et par ailleurs la direction a organisé des manifestations du personnel (voir article ci-contre). Certains syndicats, FO, la CGC, et la Confédération Autonome du Travail ont pris la tête de cette agitation. Jacques Valla a reçu l'appui de Bergeron et de Paul Marchelli, dirigeants nationaux de FO et de la CGC.

On peut se demander ce que font dans cette galère les travailleurs qui se sont laissé mobiliser par leur entreprise. Certes les salariés ont des raisons de craindre que le rachat de Télémécanique par Schneider se traduise par des diminutions de leurs avantages relatifs. Mais de toute façon cette diminution avait déjà commencé il y a quelque temps, bien avant l'OPA actuelle. Se mettre derrière son patron, contre le patron d'en face, c'est choisir un patron réputé «bon» contre un autre réputé «mauvais». Et en admettant qu'on parvienne par ce moyen à sauver le «bon» des griffes du «mauvais», c'est renforcer le pouvoir de son propre patron, qui pourra plus facilement, diminuer demain le niveau de vie, renforcer les cadences, comme il a déjà commencé à le faire ici et là.



– A la Télémécanique de Rueil (Hauts-de-Seine), le directeur devant une affiche vantant l'entreprise. (Photo Gamma)

Il est vrai que le «soulèvement» bien orchestré du personnel a semblé avoir de l'effet sur Pineau-Valencienne. Le «prédateur » a dû estimer que s'il rachetait une société dont les cadres et le personnel étaient montés contre lui, cela pourrait, malgré tout son argent, lui causer des déboires.

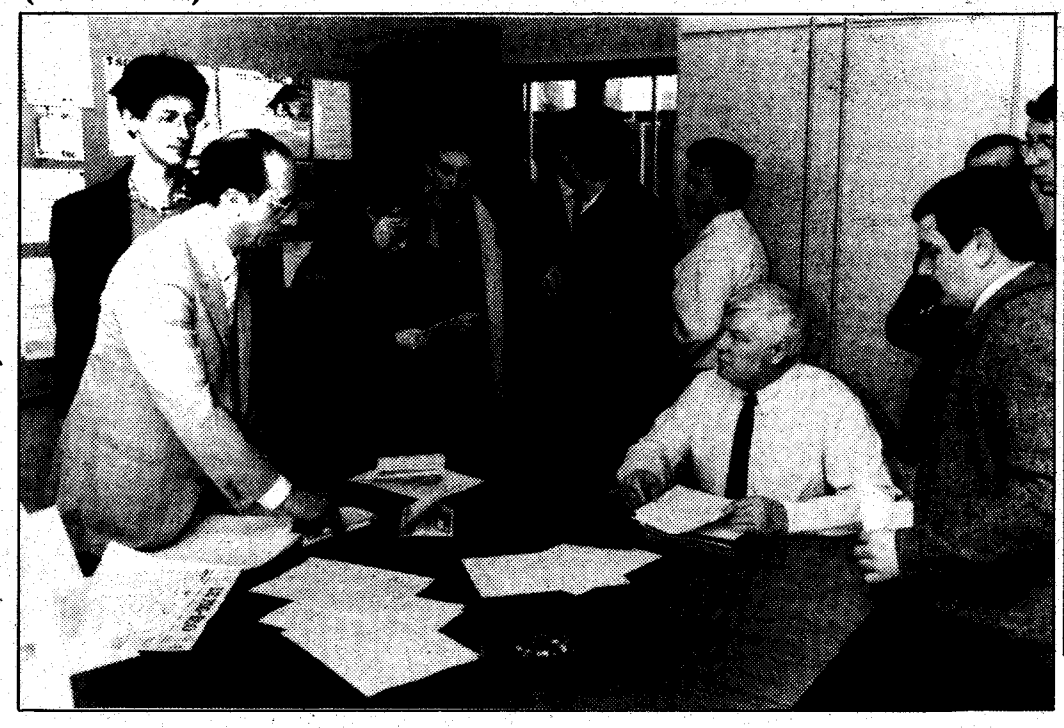
Le hussard a donc tenté de se faire galant, et dans plusieurs journaux ont fleuri des pages de publicité signées Schneider où l'OPA devenait «*Offre Publique d'alliance*» dans laquelle Schneider s'engage à «*respecter*» la belle Télémécanique, et à ne pas non plus «*remettre en cause*» sa «*politique sociale*». Pineau-Valencienne tente donc de séduire Télémécanique, d'autant plus qu'un nouveau prétendant vient de se déclarer : Framatome, dont la contre-OPA est par contre qualifiée «*d'amicale*»

Si l'opération Framatome réussit, les salariés qui ont manifesté pour l'indépendance de Télémécanique auront finalement fait pencher la balance en faveur d'un «raider» contre un autre. Le bel avantage !

Certes, la politique sociale de tous les patrons n'est pas équivalente. Il n'empêche, eux c'est eux, nous c'est nous, et la meilleure façon de défendre les travailleurs, c'est de défendre son propre sort, pas son patron.

André VICTOR

– Réunion syndicale FO à la Télémécanique : le personnel mobilisé... à la rescousse du patron ! (Photo Gamma)



Télémécanique-Dijon

QUAND LE PATRON MOBILISE

Jeudi 11 février, une grande partie du personnel de Télémécanique (10 000 personnes dans 28 usines en France) a manifesté dans plusieurs villes en même temps, en particulier à Evreux, Paris, Dijon. Cela à l'appel de la direction du groupe et du syndicat FO majoritaire.

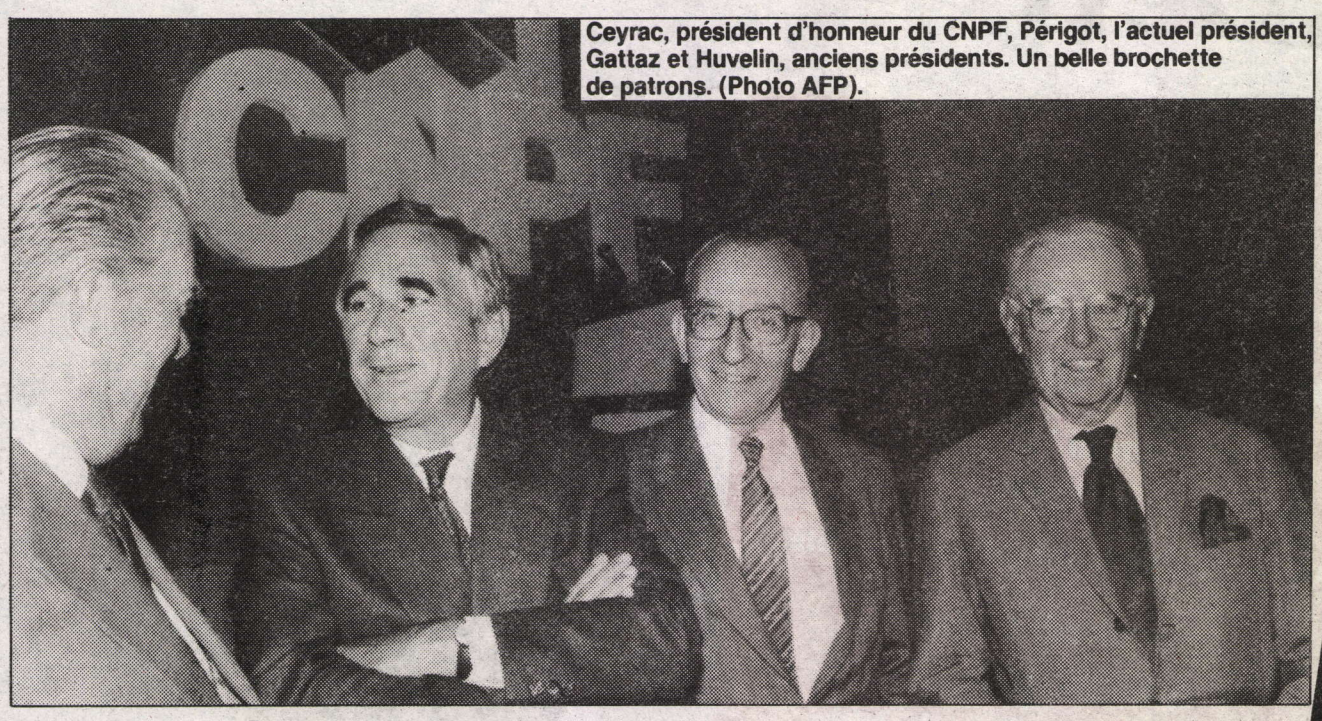
Ainsi, à une des trois usines de Dijon, 4 bus ont emmené le personnel de matin et de journée, mais pas les intérimaires, à la manifestation à 10 h 30 au centre ville, direction et syndicat FO en tête. Les ouvrières d'après-midi sont venues aussi, quoique moins nombreuses. Avec ceux des deux autres usines, mille personnes au total, et des agences commerciales de Lyon et de Nancy, il y avait environ 700 manifestants. Sur les pancartes FO, on pouvait lire : «*Halte aux rapaces du capital. Télémécanique, une valeur sûre, il faut la garder*». «*Schneider, le gérant du chômage, OPA = mort de l'acquis social*».

Cette manifestation faisait en fait partie de l'opération de mobilisation de la direction qui, depuis le début, avait réuni le personnel par atelier pour lui demander de ne pas vendre ses actions.

Il y a bien sûr une certaine inquiétude du personnel de perdre un certain nombre d'«avantages» : les salaires, avec la prime de participation mensuelle, sont supérieurs pour un temps de travail égal, de 1 000 F à ceux de Bourgogne Electronique ; la direction pratique des gestes «sympas» : cadeaux aux Catherinettes, journée de congé supplémentaire – «du directeur» – à Noël, etc...

Cela dit, beaucoup ne sont pas dupes : il y a trois ans, le passage forcé de 2x8 en 2x6 leur a fait perdre 1 000 à 1 500 F par mois, la modernisation depuis un an a accru la charge de travail, les discours sur l'«absentéïsme» passent mal. Aussi les réflexions les plus fréquentes étaient : «*Il faut se défendre, mais au fond, un patron ou un autre*». «*Qu'est-ce que ça peut changer, on est toujours des ouvriers*». «*Je suis allé à la manifestation, mais je ne suis pas d'accord sur tout*».

Correspondant LO



Ceyrac, président d'honneur du CNPF, Périgot, l'actuel président, Gattaz et Huvelin, anciens présidents. Un belle brochette de patrons. (Photo AFP).

Les souhaits du CNPF

« ANNUALISATION DU SMIC » = SUPPRESSION DU SMIC

Dans un entretien accordé au journal *Le Monde* du 16 février, le vice-président du CNPF, Pierre Guillen, précise un certain nombre des choix du CNPF. Ces choix ne se veulent pas politiques, mais sociaux. *« Je n'ai pas l'impression que celui qui sera élu modifiera profondément le droit du travail. Le seul point commun à la plupart des tendances politiques, c'est la création d'un revenu minimum garanti sous des formes à définir »*. Les candidats qui ont une chance de se retrouver au second tour n'avançant pratiquement pas de programme social, le grand patronat ne se voit par conséquent pas incité à choisir entre eux. Par contre le CNPF a tenu, lui, à présenter ses objectifs en matière sociale. Il aurait été bien étonnant, en ces temps de campagne électorale, que les patrons n'en profitent pas pour réclamer moins de *« charges sociales »*, moins d'impôts et plus de *«libertés»* (traduire : plus de moyens de faire du profit).

Qu'offre le CNPF en échange ? La négociation. Eh oui, le CNPF dit vouloir continuer à impulser la négociation avec les syndicats, y compris avec la CGT. Mais à part *« l'aménagement du temps de travail »*, (à la convenance des patrons évidemment !) ou la *« mobilité des travailleurs »*, ou les *« modalités de licenciement »*, tout ce que l'organisation patronale envisage, c'est la conclusion au niveau interprofessionnel d'un *« accord de méthode »*. A défaut d'avoir ne serait-ce que des miettes à céder par la négociation, le patronat propose de discuter et de se mettre d'accord... sur la façon de discuter ! Et il y aura sans doute des syndicats pour accepter de se placer sur ce terrain.

Mais ce n'est pas tout. Il en faudrait plus pour contenter le CNPF qui a d'autres perspectives. Pierre Guillen a confirmé que les patrons demandaient toujours *« l'annualisation du SMIC »*. Formule qui signifierait en résumé, que les salaires pourraient varier en cours d'année et descendre au-dessous du minimum légal actuel, quitte à ne respecter une moyenne que sur l'année. Au moment où une masse de travailleurs ne connaît plus que l'embauche précaire et n'a aucune probalité de rester un an dans la même entreprise, quoi de plus pratique pour les patrons que le *« SMIC annuel » ?* Ils pourraient descendre les salaires aussi bas que le marché du travail le leur permettrait. Et quoi de plus pratique dans la foulée, que de licencier ceux qui sont embauchés en fixe, au SMIC ou au-dessus, pour les remplacer par des travailleurs précaires encore plus mal payés qu'aujourd'hui, à qui on ne laisserait pas le loisir de pouvoir calculer leur salaire sur une moyenne annuelle ?

« L'annualisation du SMIC » n'est que la feuille de vigne de la suppression pure et simple du SMIC. Cette mesure, le CNPF l'attend du futur président et des gouvernements d'après les élections, Pierre Guillen l'a dit explicitement : *« De toute façon, nos propositions relèvent de la puissance publique, car nous n'avons – ni le patronat ni les syndicats – la capacité de modifier la loi de 1970 »*.

A part ça, le grand patronat peut se montrer « libéral » à l'égard du droit de grève. Il laisse aux petits patrons irrités par les grèves dans le secteur public, à certains juges, ou à des politiciens qui cherchent l'oreille de cette bourgeoisie qui penche le plus bêtement à droite, l'envie de le réglementer. *« Comme il n'y a pas de grèves actuellement, il serait étrange que nous essayons de leur voir reconnu un caractère illicite. Ce serait chercher à encadrer le néant »* a déclaré en conclusion de son entretien le vice-président du CNPF.

Tout à sa tranquille jubilation, le CNPF perd une chose de vue : lorsque les travailleurs se décideront à troubler la paix sociale, aucune interdiction légale, aucune barrière juridique n'aura le pouvoir d'endiguer le flot, et toute réglementation restera superflue.

Louis GUILBERT

ILS FONT L'AUMÔNE... ET VOUDRAIENT QU'ON DISE MERCI !

La cour d'appel de Lyon vient de confirmer que le *"mutisme"* et *"l'attitude systématiquement réprobatrice"* d'une employée sont des motifs de licenciement valables.

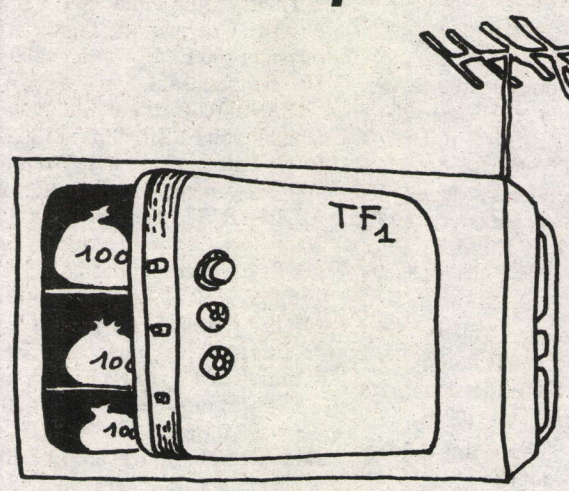
Elle a confirmé que les patrons – en l'occurrence la direction d'une plâtrerie de la région lyonnaise – avaient le droit de licencier une employée parce que celle-ci avait refusé une augmentation de 100 F par mois – alors que ses collègues autour d'elle avaient tous une augmentation plus forte – en déclarant : *"Je n'accepte pas l'aumône"*...

Dans ses attendus, la cour d'appel, qui a cassé une décision en sens contraire du tribunal des Prud'hommes, a indiqué que *"la décision d'augmenter le salaire ressort du pouvoir discrétionnaire de l'employeur, indépendamment de la réglementation légale concernant le SMIC ou les augmentations décidées à la suite d'accords collectifs"*.

Cela, tous les salariés le savent. Mais ce qu'on ne savait pas jusqu'à maintenant, c'est que le fait de protester contre une augmentation insuffisante (et pourquoi pas contre pas d'augmentation du tout, pendant qu'on y est) constituait une faute grave entraînant le licenciement...

S.F.

Les briques de Bouygues



TF1 : BOUYGUES LAISSE BETON MOUROUSI

Nouvelle charrette sur la *Une :* Mourousi est débarqué du journal de 13 h, qu'il présentait depuis 13 ans – ce journal étant moins regardé que celui de la *2*, dixit les sacro-saints sondages d'écoute « Audimat ». Deux autres émissions sont aussi supprimées.

Les auditeurs ne seraient-ils pas tout simplement chassés par l'invasion de la pub sur les écrans ? La question ne se pose pas : la pub ne saurait être remise en cause. La télévision des Bouygues est d'abord une affaire de sous. Ne reste plus qu'à faire dégager les émissions suspectes... de n'être pas « rentables ». Quand il ne restera plus que Bouygues, on doute quand même que cela suffise à assurer l'audience de TF1...

Les briques de Bouygues (suite)

UN PONT D'OR

Le pont qui désormais relie l'île de Ré au continent présente sans doute des avantages pour les habitants de l'île, soumis jusque-là aux aléas du bac. C'est possible, encore que les écologistes et certains habitants aient émis bien des réserves. Mais là où les avantages immédiats sont évidents, en revanche, c'est pour Bouygues-marchand de béton, qui a encaissé pour 20 mois de travaux 540 millions de francs.

Et ce n'est pas tout... car le pont ouvre de belles perspectives aux promoteurs immobiliers, donc aux cimentiers.

Quant aux îliens, ils devront payer pour emprunter le pont aussi cher qu'avant avec le bac. On n'arrête pas le progrès !

Gamma

La candidature d'Arlette Laguiller

LA SOUSCRIPTION

Total à ce jour 401 239,50 F

BOURGES : Un sympathisant dégoûté des charlatans qui sont au pouvoir : 50 F. Jean-Michel : un sympathisant qui souhaite voir une Terre humaine : 200 F. JM, pour la lutte : 50 F. Barreau, pour Arlette : 100 F. Mme Maignault : 50 F. Cyril : 20 F. Marché de Chateaunoux : 29 F. Pour la Révolution : 200 F. Une militante du mouvement étudiant et lycéen : 50 F.

LIMOGES : Sympathisant : 50 F. Vilatte : 100 F. L. Chassaing : 120 F. Antonio Freitas : 100 F. Sympathisante : 500 F. Nicolas : 90 F. **BORDEAUX :** Jacques : 100 F. André : 150 F. Anne-Marie : 50 F. Une même solidaire d'Arlette : 300 F. Anne : 50 F. Raymonde : 100 F. Une sympathisante : 100 F. Atorrante : 100 F. Che Boluda : 100 F. Ana : 50 F. J-Louis : 50 F. David : 50 F. Une militante de Bordeaux : 2000 F. Isabelle : 200 F. Simon : 130 F. *Hôpital-Sud (Bordeaux) :* Suzanne des USN : 50 F. Pour Arlette, Kiki : 60 F. En soutien : 50 F. Jardinier de Xavier : 50 F. Coco : 20 F. En soutien : 50 F. Henri : 50 F. Pour Arlette : 150 F. Employé CGFTE : 100 F. Roland BT : 50 F. Le cuisinier : 100 F. Un retraité sympathisant : 200 F. Cathy Francis : 100 F. Une aide-soignante : 50 F. Ducos : 50 F. ***CRAMA :*** Retraité sécu : 100 F. ***SAFT :*** Hélène : 100 F. Florès : 100 F. Mme Congard : 20 F. Monique : 100 F. Une copine : 100 F. Mohamed : 100 F.

ROUEN : Gisèle : 200 F. Vente : 10 F. Hélène : 200 F. Hortense Aliguié : 100 F. *CHU Charles Nicolle :* une dieté. :100 F. Zalila : 100 F. Jojo : 30

TOULOUSE : Edouard : 100 F. Jojo (Thomson) : 50 F. Gérard (Thomson) : 30 F. Florence : 100 F. Annie : 50 F. Christophe : 50 F. Mère de militant : 500 F. Mme Junke : 100 F. Cheminot à la retraite (vente) : 10 F. Vente Albi : 10 F. Louis : 50 F. Guarrigues Nat : 100 F. Un programmeur : 100 F. Pour la Révolution (Castres) : 100 F. Soutien Arlette : 200 F. Pascal : 50 F. Kape : 30 F. Frédéric : 50 F. *Cablauto :* "Pour changer la vie" : 100 F. Patrice Guerrero : 20 F. *Capdenac :* JC Cheminot : 200 F. Le guillou Forest : 100 F.

LYON : Gaubert J-Luc : 100 F. Lily : 1000 F. Florence : 100 F. Mère d'un copain : 100 F. Méchin, ajusteur : 25 F. Robert et Hélène : 300 F. Didier, PTT Villeurbanne : 50 F. J-Brun : 100 F. P.Y. : 30 F. Flo. : 52 F. Fred : 50 F. Employée PTT : 100 F. Militant CGT Villeurbanne : 300 F. Fred, lycéen : 10 F. M et Mme Henrio : 100 F. "Soutien à Arlette" : 100 F. David : 100 F. Léoncini : 100 F. Kamel : 42 F. ***RVI :*** Un ouvrier : 15 F. Maillot : 50 F. *Hôpital Edouard Herriot :* Une OP3 : 50 F. Biochimie : 50 F. Biochimie : 30 F. *Hénin Beaumont :* Etudiant : 200 F. Jean-Claude, enseignant : 100 F.

NORD : Anonyme : 300 F. Un autre : 380 F. Maryse : 50 F. **DOUAI :** Eric : 150 F. **LILLE :** Une enseignante d'université : 50 F. Pour Arlette, la marraine d'un copain : 50 F. Roger et Denise : 120 F. Electriciens : 50 F. Régine, employée : 100 F. Blesman : 100 F. BF Said : 100 F.

MARSEILLE : Nathalie : 20 F. Anonyme : 50 F. Philippe Brandely : 50 F. Escoffier Michel : 500 F. **MONTPELLIER :** Sidot (PTT) : 30 F. Un sympathisant : 50 F. **GRENOBLE :** Un retraité d'Echirolles : 20 F. Max Illy : 100 F. Fanny : 50 F. Une sympathisante : 100 F. Georges Gomez : 100 F. D. Ribot : 100 F. François : 300 F. Marché Chambéry : 32 F. Parents d'un copain : 200 F.

LORIENT : Bébert : 30 F. Denise et Pierre : 200 F. Anne-Marie et Abdher : 100 F. Guintric : 50 F. **ST- NAZAIRE :** M. Georges, retraité CGT : 100 F. Camus, soudeur : 40 F. Mohamed : 20 F. Floch, électricien : 30 F. Dudu agent de service : 100 F. Peintre, chantier : 60 F. Soudeur, chantier : 50 F. **NANTES :** PTT : 150 F. Jamel : 50 F.

TOURS : Paysan retraité (36) : 200 F. Cheminot (St-Pierre) : 50 F. Lomellini Fatima : 400 F. Servouze J : 100 F. Courseau : 50 F. Michaud J : 100 F. **ANGERS :** Benoit : 100 F. Alain B : 100 F. Pierre : 100 F. Jacqueline : 100 F. Anne : 40 F. Valérie : 25 F. **AMBOISE :** Garcia Micheline : 25 F. Garcia Francine : 30 F. Dohen Michel : 20 F. Luc (EDF) : 100 F. Hervé (EDF) : 10 F. Gervais (EDF) : 30 F. JM Stévenin : 200 F. **CHOLET :** Alain mécano (Michelin) : 50 F. Un OS Michelin : 30 F. Bernard Michelin : 62 F. Pour arrondir : 8 F. Lecoq : 50 F. Goubault : 50 F. Papin : 20 F. Une retraitée : 100 F. Un camarade de travail : 30 F. Marco : 25 F. René : 20 F. Raymond : 50 F. Cadout L : 30 F. Jean-Louis : 20 F. Louis-Marie : 30 F.

RENNES : Claire : 200 F. *Alsthom-Belfort :* Eric : 50 F. X : 25 F. **MONTBELIARD :** Un étudiant Stéphane : 50 F. Anonyme : 20 F. Arthur : 200 F. Régis : 250 F. Employé municipal : 600 F. Petrere SNCF : 50 F. Un camarade : 150 F. Jeannot ouvrier : 50 F. Chantal : 20 F. Louisette : 200 F. Camille : 100 F. Jean : 150 F. Pascal : 20 F. Un retraité : 100 F. AMD : 100 F. *Ouvriers Carrosserie, Peugeot :* Ouvrier : 50 F. Idem : 50 F. Idem : 20 F. Dix ouvriers de chaîne : 240 F. Robert : 300 F. Robert 2 : 200 F. Grux Paul : 12 F. *CHR Besançon :* Une sage-femme : 70 F. Une ASH : 70 F. Nicole, pour Arlette : 100 F. Agnès sympathisante

Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18), ou virement postal adressé directement aux Chèques postaux, à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, CCP 31 175 86 W – La Source, avec la mention «souscription».

MEETINGS

avec

ARLETTE LAGUILLER

Candidate de LUTTE OUVRIÈRE

• Vendredi 19 février

à PARIS

à 20 h 30, grande salle de la Mutualité

• Vendredi 4 mars

à CREIL (Oise)

à 20 h 30 Maison creilloise des loisirs, rue de la Maternité

• Samedi 5 mars

à BOULOGNE S/MER

à 20 h 30

salle du Coliseum

rue Ernest Hamy

PC : 50 F. Patricia : 110 F. Sabinou : 50 F. Jacqueline et Marinette : 500 F. Thierry : 50 F. Fafia : 60 F. Fabienne : 100 F. JP Peugot : 50 F. Maman : 100 F. Une mère de famille : 50 F. *Ets Bourgeois (Besançon) :* Un ouvrier : 300 F. Un ouvrier : 300 F. Un ouvrier : 200 F. Claude : 100 F. Un sympathisant : 100 F. Un copain : 100 F. Claude : 100 F. **STRASBOURG :** Annie : 200 F. Une mère : 100 F. Formentin : 200 F. Chami : 150 F. Christophe : 130 F. *Grands Moulins :* Troesch Raymond : 50 F. Lotz Michel : 50 F. Wollung Raymond : 30 F. Jelencsik Joseph : 100 F. *Général Motors :* R, ouvrier : 35 F. Jean-Pierre : 50 F. **MULHOUSE :** Geneviève : 200 F. Brigitte : 100 F. Suzanne, retraitée : 100 F. Jean-Michel et Marie-France : 100 F. Ouvrier Peugeot Mulhouse : 50 F. Vive le communisme : 25 F. Employé Hôpital : 100 F. Pascale : 50 F. Gilles : 150 F. Anonyme : 500 F. Alain : 50 F. Sympathisant : 100 F. **METZ :** Erhard Paulette : 300 F. Erhard Isabelle : 200 F. Niederberger M-José : 100 F. Daniel : 50 F. Cécile : 50 F. **NANCY :** Myriam Zeltz : 220 F. Retraité PTT : 100 F. Ring Patricia : 150 F. Rollin Lydia : 30 F. Marie : 200 F. Maurhofer Guy : 400 F. Hervé, ancien sidérurgiste de Neuves-Maisons : 100 F. O. Gamot : 200 F. Catherine Goin : 200 F. Bouadi : 50 F. Opdebelk : 10 F. Braver : 10 F. Gilbert : 90 F. Rezh : 7,20 F Uso : 100 F. Manuel : 200 F. **LUNEVILLE :** Jeannot et Roberte : 100 F. Barbelin : 50 F. Bicquillon : 100 F.

REÇU AU JOURNAL : Jean-Claude (Vierzon) : 50 F. Anne-Marie (Le Pont de Beauvoisin, 38) : 100 F. Philippe F, étudiant, Paris : 100 F. Anonyme d'Allemagne : 20 Marks = 66 F. Marie-Josèphe (Thuir, 66) : 250 F. Renaud, Paris : « Une cartouche de Gauloises (drogue dure) pour la liberté d'expression... » : 50 F. Un ouvrier de Renault-Cléon : 100 F. Ouvrier licencié pour militantisme à la CNTF : 50 F. Christian, (Vogue 07) : 150 F. Christian, Grenoble : 20 000 F.

REGION PARISIENNE : Anonyme : 10 F. Claude et Josée : 150 F. Une retraitée : 100 F. Une sympathisante : 150 F. Une jeune sympathisante : 200 F. Anonyme : 20 F. Cathy, chômeuse ex-Thomson : 50 F. René, futur chômeur : 50 F. Jean-Michel : 150 F. Kenamane Nabila : 30 F. Christiane Johnson : pour que tous aient la possibilité de s'exprimer : 250 F. Boudot Jacques : 1 000 F. Leguéné Jean-Pierre : 100 F. Marie-France : 50 F. Fabrice : 100 F. J.-Pierre, Paris 15 : 200 F. M., P 15 : 1 000 F. Le Blond J.-C. : 1 000 F. Gabriel : 100 F. J.-H. : 100 F. Chantal : 100 F. Hervé : 300 F. Marie Thé : 100 F. J.-F. : 100 F. Lucienne, pour Arlette : 200 F. Mazis : 100 F. Rachid : 50 F. Une retraitée : 100 F. Un révolutionnaire : 100 F. Anonyme C. : 50 F. Rémy : 50 F. Denis : 100 F. Henriette : 50 F. Corinne : 50 F. Yvon : 250 F. Olivier : 50 F. Premminger Fabienne : 50 F. Prévost Jean-Pierre : 50 F. Avec tout mon soutien : 600 F. Pour la révolution : 300 F. A bas les bourgeois : 500 F. SG : 300 F. Lurdes : 15 F. G. : 100 F. Nathalie : 300 F. Derrien : 70 F. Sophie : 100 F. Zaïmi Leïla : 50 F. Cidios Réjina : 50 F. Erik K. : 100 F. Roinard Philippe : 100 F. Aragno J.-F. : 250 F. Manchouelle Gisèle : 100 F. Pascale J., enseignante : 320 F. Marina Sala : 300 F. Malika : 500 F. Cathie (17e) : 100 F. Laurence, étudiante : 50 F. Isabelle, employée d'assurances : 100 F. Miko, étudiante : 300 F. Cathy, employée Cramif : 200 F. Momo, fonctionnaire : 100 F. La Semoule, fonctionnaire : 100 F. A pile ou face, employée Cramif : 100 F. David : 50 F. Michèle : 500 F. Pergue A. : 500 F. Pergue L. : 200 F. Duvillers E. : 50 F. Bertrand : 50 F. Michel-Ange (Ex-Rodin) : 50 F. Un pion anonyme : 20 F. Un supporter d'Arlette : 150 F. Un parent : 200 F. Marc A; : 1 000 F. Radnik : 200 F. Bruno : 250 F. Nicolas : 350 F. Martine : 500 F. José : 700 F. Michèle : 700 F. Nathalie : 200 F. Une mamie : 100 F. Gilles : 50 F. Raymonde A; : 50 F. Yves Lasnot : 1 000 F. Desprez (Vernon, 27) : 50 F. Anne : 200 F. Gisèle : 150 F. Christine : 25 F. Lepolard : 30 F. Lycéen, pour la démocratie : 50 F. José (Flins) : 60 F. Eugénie : 100 F. Félix : 200 F. Virginie : 20 F. Mohamed : 5 F.

Quel qu'en soit le vainqueur, les élections présidentielles du mois d'avril 1988 ne réservent ni surprise, ni véritables illusions quant au régime qui en sortira. C'est tout ce qui les distingue des présidentielles de 1981.

Il y a sept ans, bien des travailleurs espéraient que la gauche, revenue au gouvernement après 23 ans, les défendrait. La gauche est revenue. Les travailleurs ont vu.

Aujourd'hui les prochaines élections semblent devoir se dérouler dans un contexte où le rapport de forces économique et politique est en défaveur de la classe ouvrière. Si les élections présidentielles de 1981 furent celles des illusions, celles de 1988 seront-elles celles de la résignation ?

Tout dépend la façon dont les travailleurs s'exprimeront dans ces élections, indépendamment de l'homme qui sortira vainqueur du scrutin. C'est uniquement au premier tour, là où tout l'éventail politique sera représenté, qu'ils pourront s'exprimer. Et si surprise il y a, ce sera lors de ce premier tour que les travailleurs pourront la réserver à tous leurs adversaires.

Mitterrand ou le vote de la résignation

Que Mitterrand (le candidat socialiste le plus probable) soit vainqueur ou pas, cela dépend moins des travailleurs qui de toute façon dans leur grande majorité ne votent pas à droite, que du choix d'une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Celle-ci, en effet, peut préférer Mitterrand à Barre ou Chirac, en estimant qu'après tout, elle a fait de meilleures affaires sous son septennat, avec moins de grèves et de revendications ouvrières, qu'elle ne pouvait s'y attendre sous un président de la droite avérée.

Quant aux travailleurs, s'ils votent Mitterrand, c'est moins parce qu'ils en attendent du bien, que parce qu'ils pensent aussi se prononcer pour un moindre mal. Et si le candidat de la gauche était élu sans que le monde ouvrier manifeste son mécontentement et ses véritables sentiments, on peut être assuré d'avance que la gauche continuerait à mener la politique de la droite, en concubinage ou non avec cette dernière. Et en choisissant de porter leurs suffrages sur Mitterrand, les travailleurs choisiraient de n'exprimer que leur résignation et leur passivité.

La candidature d'Arlette Laguiller

LES VOIX QUI MARQUERONT LE RÉVEIL DU MONDE OUVRIER

Lajoinie ou le vote aveugle

Si le Parti Communiste perdait encore des voix au profit du candidat du Parti Socialiste, les adversaires de la classe ouvrière s'en réjouiraient, et le moral des travailleurs combatifs s'en ressentirait. C'est évident. Mais même si le Parti Communiste récupérait avec Lajoinie une partie des voix qu'il a perdues, cela ne suffirait pas à ce que les travailleurs y gagnent vraiment.

Le manque de convictions, les retournements, le double langage de la direction du Parti Communiste, ont fini par décourager son propre électorat. Et si le Parti Communiste retrouvait ses voix, il s'empresserait comme par le passé de les brader dans l'espoir d'obtenir dans un avenir plus ou moins lointain des strapontins ministériels.

Le Parti Communiste n'est pas véritablement capable de cristalliser sur le nom de son candidat les premiers signes d'une remontée de la combativité ouvrière. La base ouvrière du Parti Communiste le voudrait-elle, que la direction du Parti Communiste, elle, s'empresserait de dilapider ces espoirs. Croire qu'on puisse exprimer vraiment son mécontentement à l'égard du septennat passé en votant Lajoinie, c'est se refuser à avoir de la mémoire, c'est se préparer à des déceptions renouvelées. Ce serait voter pour l'ambiguïté, l'indécision, pour des dirigeants qui ne méritent pas la confiance des travailleurs. Ce serait le choix de la confiance aveugle, pas un choix conscient.

C'est à l'extrême-gauche que la détermination ouvrière peut apparaître

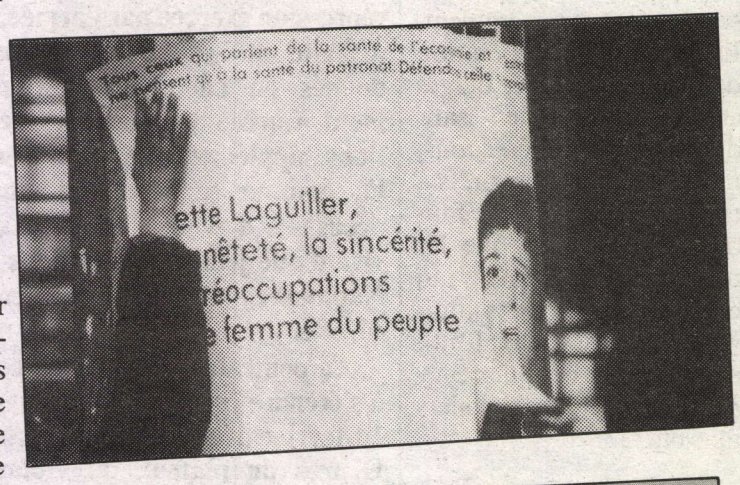
La meilleure façon pour les travailleurs d'exprimer clairement et efficacement ce qu'ils pensent, non seulement face à leurs exploiteurs, mais face à tous ceux qui les trompent ou qui les ont trompés, la seule façon de véritablement inquiéter leurs adversaires et de faire pression sur leurs faux amis, c'est d'apparaître là où on ne les attend pas, à l'extrême-gauche.

La bourgeoisie et ses représentants politiques méprisent le monde du travail. Pour eux, les travailleurs ne représentent qu'une masse indifférenciée dont il faut se protéger quand elle bouge, et de laquelle on peut extorquer tous les sacrifices quand elle est passive. Pour peu que la classe ouvrière ne se sente pas en situation de force et se taise, ces gens-là n'imaginent même pas que les travailleurs puissent néanmoins penser, juger et réfléchir. Ils étalent alors leur arrogance. C'est ainsi que le vice-président du CNPF, cette semaine, s'est défendu de vouloir «*réglementer*» le droit de grève comme l'en accusait les syndicats pour la bonne raison a-t-il dit qu'il n'y a pas de grèves, et qu'il ne voyait pas comment réglementer le «*néant*»... Les gens comme lui se sentent forts, et sont loin d'imaginer ce que cache le silence actuel des travailleurs, en mécontentement et en colère rentrée, mais aussi en réflexion consciente qui s'élabore d'autant plus vite que les injustices et le cynisme des puissants deviennent plus criants. Il n'y a peut-être pas encore de grèves, ni de riposte ouvrière. Mais le langage de la vérité pourrait bien trouver un écho plus large parmi les sacrifiés de la crise, et contribuer ainsi à préparer la riposte future.

En 1974 et en 1981, avec plus de 2 % des voix à chaque fois, Arlette Laguiller avait rassemblé 600 000 voix sur son nom. Ces voix pourraient doubler ou tripler. Cela aurait alors une signification bien plus claire, bien plus importante que si le Parti Communiste retrouvait son électorat. Cela pourrait aussi redonner espoir et perspectives à la base ouvrière militante du Parti Communiste.

Car cela voudrait dire que dans la classe ouvrière, le courant de 600 000 personnes, qui depuis quinze ans se prononcent pour une simple travailleuse qui n'a jamais renié ses idées et ne cache jamais ce qu'elle pense, est en train de s'élargir et de s'étendre à tous ceux qui ne veulent pas qu'on remette en cause le SMIC, à tous ceux qui veulent que les centrales syndicales organisent leur défense, qui veulent affirmer que c'est une politique en faveur des travailleurs que doivent faire les partis de gauche c'est-à-dire en rupture avec le patronat.

Cela voudrait dire qu'au sein de la classe ouvrière, ceux qui sont prêts à ne faire confiance qu'à eux-mêmes et à leurs frères de classe trouvent un écho grandissant autour d'eux. Et cela peut contribuer à changer le moral de la classe ouvrière, et préparer un changement de rapport de forces en sa faveur.



Vous voulez coller

nos affiches dans votre secteur, sur les murs de votre ville ou de votre village ? Rien de plus simple ; nous pouvons vous les envoyer, si vous nous indiquez votre adresse et moyennant les frais d'envoi.
Envoi contre 7,40 F pour cinq affiches, 10 F pour dix affiches. En timbres... ou en arrondissant votre souscription !

LA SOUSCRIPTION

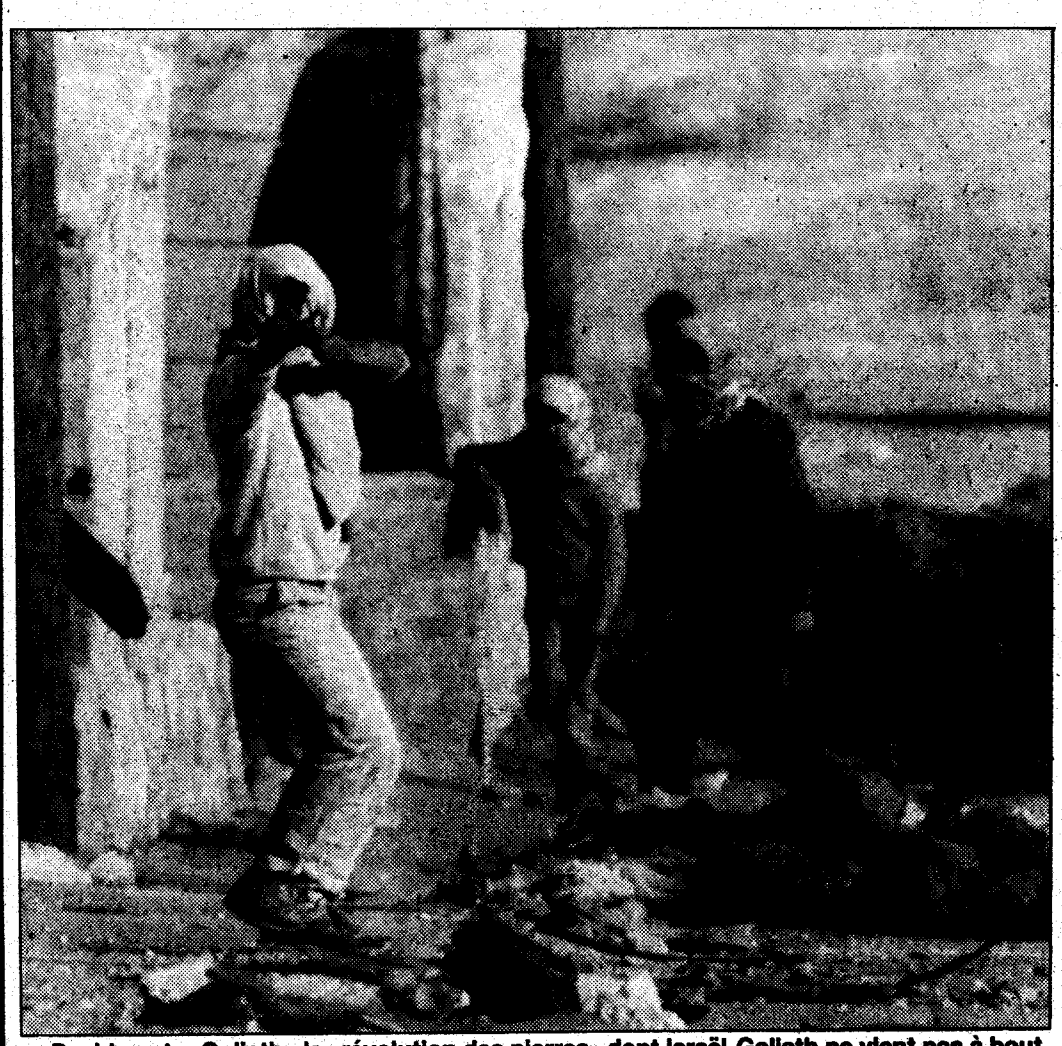
Total à ce jour 401 239,50 F

CIMETIERE PARISIEN : Denis : 5 F. Yann : 10 F. Sylvain : 10 F. Thierry : 5 F. Sidilina : 5 F. Jean-Pierre : 25 F. Alain : 10 F. Jean-Jacques : 10 F. Raymond : 10 F. Une assistante sociale à la retraite : 1 600 F. Du Lac : 100 F. Rémy : 50 F. Marjolaine : 50 F. Hermier Françoise : 150 F. Roussillon Roland : 150 F. Noizet Eric : 150 F. Un miliant PC, Montreuil : 25 F. Aline : 400 F. Deux sympathisants, Bois d'Arcy : 200 F. Merchadier : 800 F. Patricia : 150 F. Bertrand T. : 50 F. Anonyme : 50 F. Joëlle Gentilini : 100 F. Nanard, travailleur de la ville de St-Denis : 50 F. Hervé : 100 F. Olivier, un sympathisant : 1er versement : 200 F. **VILLE DE PARIS :** Claude, sympathisant PS et Bertrand, enseignant : 50 F. Une retraitée : 50 F. Nouailles Alexis : 30 F. Une enseignante retraitée : 50 F. Costes René : 100 F. Pons Claude, enseignant : 50 F. Marko Michel : 50 F. Titi Aerobic : 50 F. Callet Raval : 200 F. Pascal (24270 M) : 50 F. **ARGENTEUIL :** Gilles : 50 F. Serge : 200 F. Hervé : 150 F. Claire : 50 F. Kany : 30 F. Un travailleur immigré pour Arlette qui est du côté des travailleurs : 6 F. Dominique et Catherine : 110 F. Mariette J. et J. : fidélité à Arlette : 700 F. **CHAUSSON VALEO ASNIERES :** Roger : 200 F. Laurent : 100 F. Un employé : 50 F. Albert : 500 F. **IMPRIMERIE HERVE :** Jean A. Crocq, retraité Creuse : 100 F. Monique, directrice d'école St-Denis : 200 F. Robert, ouvrier ajusteur : 300 F. Claude, ouvrier : 50 F. André, ouvrier : 30 F. Pierrot, ouvrier : 30 F. Hollehaert Gérard, sympathisant : 100 F. Hollehaert Pascal, un jeune travailleur : 20 F. Une retraitée de l'entreprise : 20 F. Hossine Said Hervé, ouvrier sympathisant : 20 F. Maman Noelée, retraitée : 50 F. **HOPITAL SAINT-ANTOINE :** Claude, aide-soignante : 30 F. Aide-soignante : 20 F. **CRAMIF :** Gomez : 20 F. Sperduto : 20 F. Vivier : 200 F. Seiller : 200 F. Aufrere : 50 F. **SNCF MASSENA :** Joël : 250 F. Retraité : 60 F. Mic : 100 F. **SNCF, LIGNE C-RER :** Mareau : 10 F. Guennegug : 10 F. Maton : 10 F. **SNCF, ST-LAZARE :** Marsault Philippe : 300 F. Achasti : 200 F. Lolo : 30 F. Un cheminot : 100 F. Un cheminot de Paris-Chapelle : 20 F. J.-R. : 50 F. Claude : 200 F. Dornadic : 80 F. **ATELIERS SNCF, NANTERRE-LA-FOLIE :** Philippe : 100 F. Jacques : 50 F. Jojo : 100 F. Jean-Paul : 30 F. Jean-François : 10 F. Charlot : 10 F. Henri : 10 F. Bernard : 10 F. Eric : 10 F. Catherine : 100 F. Jean-François : 20 F. Pascale : 11,50 F. Alain : 100 F. Christian : 15 F. Pierre : 10 F. Alain : 10 F. Gilbert : 10 F. Michel : 100 F. Guy : 25 F. Pascal : 30 F. Philippe : 10 F. Chantal : 50 F. Philippe : 20 F. **EDF PARIS-OUEST :** Benmeziani : 25 F. Lombard : 100 F. Christian : 25 F. Muller : 20 F. Dupuy : 10 F. Creignon : 50 F. lanco : 20 F. D. Robert : 50 F. Thebault : 50 F. Bravard : 25 F. Pierre-Paul : 20 F. Moutana : 50 F. Vannier : 40 F. **AEROSPATIALE, LES MUREAUX :** Rodriguez : 100 F. Morvan : 50 F. Caudron : 50 F. **CREDIT LYONNAIS :** Vigier Annie : 200 F. Vigier Thierry : 100 F. Vigier Clément : 10 F. Vigier Anna : 10 F. Une employée du C.L. très découragée : 50 F. **CREDIT LYONNAIS LEVALLOIS :** Daniel : 30 F. Tauziolles Anne : 30 F. Danièle : 50 F. Ginette : 50 F. Camus : 30 F. Perzo : 30 F. Kolénic : 20 F. Chambon : 30 F. **THOMSON ST-DENIS :** Un Porgugais : 50 F. San José : 50 F. De Stoppeleire : 200 F. Delafontaine : 20 F. Une employée licenciée : 200 F. Sandoz : 30 F. Dominique : 80 F. Poisson : 50 F. Khemici : 100 F. Tessier : 50 F. Mullier : 100 F. J.-C. Huart : 100 F. **RATEAU, LA COURNEUVE :** Mario : 250 F. Ferrouillet : 40 F. Santa : 20 F. Eric : 50 F. Un rateau : 50 F. Un dessinateur anonyme : 20 F. Cosic : 20 F. Deschanaux : 30 F. Schenk : 50 F. Ducreau : 30 F. Koenig : 20 F. L'intérimaire : 50 F. **RENAULT, BOULOGNE BILLANCOURT :** Un retraité Renault : 100 F. Pedro : 50 F. Salini : 50 F. Daniel : 50 F. Michel : 150 F. Gérard, ex-RNUR : 100 F. Marc : 50 F. Gilbert : 50 F. Jacques : 100 F. Un travailleur : 50 F. **RENAULT-FLINS :** Bt S. : 200 F. Denis : 200 F. Un ancien qui n'y croit plus : 200 F. **METEO (TRAPPES) :** Ouvrier : 50 F. Autre ouvrier : 50 F. Alusuisse (Le Blanc Mesnil) : J. : 30 F. Une mère : 100 F. **PTT-TRI-PLM :** Larzac : 100 F. Patrick : 200 F. Chart : 100 F. Kerrinx : 100 F. Paugam : 50 F. Anonyme : 200 F. **PTT PARIS :** Régis : 50 F. Philippe : 100 F. Guy : 100 F. Marcel Lemoine : 50 F. Ali : 100 F. Soutien : 50 F. Areski, vive le prolétariat : 50 F. Anne : 100 F. Eric : 100 F. Bernard : 25 F. **CHEQUES POSTAUX MONTPARNASSE :** Michel : 1 000 F. Sylvie : 100 F. Bernadette : 400 F. **RHONE POULENC VITRY (CRV) :** Vercruysse Pierre : 10 F. (Pour une société sans classes) Maigorota Anna : 5 F. Un travailleur : 20 F. Un retraité : 20 F. Denise : 1 000 F. Roland : 200 F. Christiane Tissier : 100 F. Madeleine : 50 F. Pierrot Sylvette : 50 F. Gimenez : 100 F. Retraitée Port à l'Anglais : 50 F. Extérieur sympathisante : 60 F. Un ouvrier du PMO 26 : 200 F. Christian : 100 F. François : 20 F. **UAP JULES LEFEBVRE :** Un syndiqué CGT : 100 F. Sylvie : 50 F. Claude, UAP : 25 F. Marie-Pierre : 50 F. **UAP TOUR ASSUR :** Colombo : 30 F. Alchalabi Mona : 50 F. Doudou : 50 F. Un employé : 20 F. Domino : 100 F. Jojo : 50 F. S. Protheau : 200 F. J.-F. : 50 F. J.-L. : 50 F. M. B. : 50 F. Dominique : 50 F. Dupuis Gilberte : 25 F. Dupuis Pierre : 25 F. Fortier Elianne : 20 F. Anonyme : 25 F. Sophie et Nathalie Rasquet : 100 F. **CHAUSSON CREIL :** Roland : 300 F. Carlos : 50 F. Copain africain : 20 F. René : 100 F. Sylvain : 400 F. Brahim : 50 F. **MOUTIERS :** Pierre : 500 F. **MEAUX :** Fred : 300 F.

LE MANS : Jacky : 200 F. Lagraulet Marie-F : 200 F. Nathalie (MGF) : 50 F. Stéphane : 40 F. Françoise : 100 F. Anonyme : 100 F. Dédé : 200 F. Arlette : 50 F. Guilaine : 100 F. Percevault : 20 F. Vaillé : 20 F. Baron : 100 F. Bizard : 20 F. Employée CAF : 200 F. François (MGF) : 200 F. Thierry : 100 F. Cécile : 50 F. Denis : 200 F. Michel (MGF) : 500 F. Jean-François (MGF) : 50 F. Didier : 15 F. Rolande : 60 F.

VAUCLUSE : Max : 200 F.

DIJON : Gérard, 1er versement : 50 F. Houilleaux : je soutiens la campagne d'Arlette : 10 F. Roy Michel : 8 F. Christophe : 100 F. Michèle : 100 F. Christian : 150 F. Soutien : 32 F. JBM : 300 F. Latour : 200 F. Parents, pour soutenir Arlette : 150 F. JJW : 200 F. Nicole F. : 500 F. Un cheminot : 100 F. Un ouvrier du bâtiment : 200 F. Hervé, un copain : 500 F. V. ouvrier Rical (suite) : 300 F. Seguin : 50 F. Françoise : 50 F. Re-parent : 100 F. Pons : 100 F. Parents : 200 F. Une sympathisante : 200 F. Une sympathisante : 500 F. Télécom : P : 50 F. Maire du Jura : 50 F. **CHR Dijon :** Pour Arlette : 50 F. Une grand-mère : 50 F. **CHALINDREY :** Un cheminot : 200 F. Un cheminot Persigny : 150 F. **LE CREUSOT :** Jules (2e fois) : 100 F. **CHALON :** Un contractuel de Kodack : 700 F. C ouvrier peintre dégraisseur (2e fois) : 100 F. D, menuisier : 300 F. **DIGOIN :** S, pour la révolution (1er versement) : 100 F.



– David contre Goliath : la «révolution des pierres» dont Israël-Goliath ne vient pas à bout. (Photo Gamma)

KAUFFMANN EST ENFERMÉ MAIS LE COMMERCE DES ARMES EST LIBRE

La famille et les amis de Jean-Paul Kauffmann, le journaliste retenu en otage au Liban, ont marqué de manifestations diverses son millième jour de détention. Pour eux, la seule façon d'espérer un jour obtenir la libération de leur proche est d'en parler, de faire en sorte qu'il ne tombe pas dans l'oubli. Et dans une certaine mesure, ils ont réussi à ébranler une fois de plus le monde des médias et même celui des politiciens qui se sont crus obligés d'y aller, même si leur larme sur le sort des otages n'est que pure hypocrisie.

Le ministre de l'Education nationale, Monory a même repris un texte écrit par des journalistes, collègues de J.P. Kauffmann, texte qui jette l'opprobe sur les preneurs d'otages et en appelle à *«la conscience internationale»*. Il a demandé aux professeurs des lycées et collèges de France et de Navarre de le lire à leurs élèves mardi 16 février.

Personne n'a voulu être en reste, ni Mitterrand, ni Chirac, qui sur la *«Une»*, qui sur *«A2»*. Mais tous ces politiciens ne sont-ils pas aussi responsables de la situation qui a conduit à ce qu'il y ait des otages ? Pourquoi l'Iran a-t-il rompu ses relations diplomatiques avec la France, pourquoi le gouvernement iranien cherche-t-il à faire pression sur le gouvernement français ? Là-dessus, pas un mot.

Voilà maintenant près de trois ans, c'était en mai 1985, que Jean-Paul Kauffmann a été enlevé. C'était en France sous le règne du Parti Socialiste. Depuis, la droite est revenue au gouvernement. Mais c'est toujours la même politique que mène la France au Moyen-Orient. Les gouvernants français disent qu'il y a des tractations, mais que pour qu'elles soient efficaces, elles doivent demeurer secrètes, dans l'intérêt bien compris des otages, évidemment. Et ce qui a l'air de gêner le plus, Chirac en particulier, c'est qu'on lui rappelle en pleine campagne électorale, au moment où il dresse son bilan, qu'il reste encore des otages à libérer au Liban.

En fait les gouvernants se suivent et se ressemblent. Ils ont obtenu la libération de quelques-uns des otages et voudraient bien sans doute les faire libérer tous, mais ils ne sont pas prêts à en payer le prix. Il ne faudrait surtout pas que les marchands d'armes qui continuent à faire des affaires fructueuses avec l'Irak en matériel de guerre, y perdent ! Ni les pétroliers non plus !

Alors on proteste. Tout le monde proteste, régulièrement : honte aux preneurs d'otages ! Mais motus sur les intérêts des capitalistes français au Moyen-Orient, et tant pis si un Jean-Paul Kauffmann et quelques autres y paient leur tribut.

C.B.

Le sabotage du *«bateau du retour»*, affrêté par l'OLP pour tenter symboliquement de ramener vers Israël une centaine de Palestiniens expulsés, et l'assassinat à Chypre de trois cadres de l'organisation nationaliste palestinienne ont un peu déplacé vers celle-ci l'attention qui se portait, depuis deux mois, sur la situation dans les territoires occupés.

L'OLP met en cause le Mossad, les services secrets israéliens et il est en effet probable que les dirigeants d'Israël aient voulu empêcher l'OLP de mener à bien l'opération du *«bateau du retour»*, et d'imposer ainsi sa présence politique dans les événements qui secouent les territoires occupés. Car c'était là, sans doute, l'objectif principal poursuivi par l'OLP ; la révolte des Palestiniens des territoires occupés est pour elle, en effet, une chance à saisir, même s'il est évident qu'elle ne l'a ni voulu ni dirigée.

LE SABOTAGE D'UN BATEAU ET LA PEUR DE LA REVOLUTION

Sans doute, bien des militants, bien des organisations de base de l'OLP ont certainement joué un rôle dans ces événements. Mais ils se sont déclenchés indépendamment de la volonté politique de l'OLP en tant que telle. Car l'action de masse, les manifestations, les affrontements dans la rue avec les forces de répression, n'ont jamais fait partie de ses méthodes d'action.

Mais la révolte des Palestiniens des territoires occupés est là et elle ne semble pas près de s'éteindre. La répression exercée par l'armée, ses tirs à balle et ses coups de matraque donnés en cherchant systématiquement à briser les membres, les exactions supplémentaires commises ici et là, comme celles de ces militaires accusés d'avoir tenté d'enterrer vivants de jeunes Palestiniens près de Naplouse, tout cela n'a pas enrayé la révolte.

Au contraire, elle semble continuer à s'étendre comme on l'a vu dimanche 14 février avec les manifestations des Druzes du plateau du Golan, cette région syrienne annexée en 1981 par Israël. Elle rencontre un écho certain dans d'autres pays arabes, en premier lieu parmi les Palestiniens des camps de Jordanie et du Liban *«La révolution palestinienne va continuer à s'étendre, même dans les pays arabes. On en a assez des compromis politiques qui ne mènent à rien. Il faut continuer jusqu'à la mort !»* déclarait ainsi à un reporter du *Monde* un Palestinien du camp de Bakaa, vaste rassemblement de 200 000 réfugiés aux portes mêmes d'Amman, la capitale jordanienne. Et il est sans doute loin d'être le seul à penser ainsi.

Alors la peur d'une extension de la révolte est sans doute bien présente, non seulement parmi les dirigeants israéliens, mais aussi parmi les dirigeants arabes et ceux de l'impérialisme. Israël préfère encore tenter d'empêcher l'OLP de se replacer sur la scène, quitte à avoir recours aux services du Mossad. Mais si la révolte des Palestiniens s'étend et se radicalise, cela pourrait changer.

Car le recours à une négociation avec l'OLP pourrait alors apparaître comme la seule issue de secours pour empêcher cette extension. En tout cas, l'OLP tient à se montrer et à affirmer tout à la fois sa capacité à encadrer les Palestiniens et sa disponibilité pour une éventuelle négociation sur l'avenir des territoires, au cas où la situation en viendrait à ce point.

Mais alors, pour les dirigeants israéliens, mais aussi pour les dirigeants arabes, pour ceux de l'impérialisme et même pour ceux de l'OLP, il sera peut-être trop tard pour empêcher la révolte de se muer en explosion sociale, et qui sait, en révolution.

André FRYS

– Les exactions de l'armée israélienne n'ont fait que mettre sur les rangs toujours plus de nouveaux combattants. (Photo Gamma)

POLITIQUE DE L'OLP LE PROBLÈME DES PALESTINIENS

Depuis sa création, l'OLP et son principal dirigeant Yasser Arafat ont avant tout cherché à créer et à imposer un appareil politique et militaire qui soit l'intermédiaire indispensable d'un règlement international du problème palestinien. Et, pour ce faire, ils se sont toujours montrés méfiants à l'égard de l'action des masses.

Les dirigeants de l'OLP ne sont pas des révolutionnaires, mais des nationalistes candidats au rôle de leaders d'un éventuel Etat palestinien qui viendrait s'insérer dans le jeu des divers Etats en présence, tant arabes qu'israélien. Pour s'imposer, ils ont voulu acquérir un crédit sur le plan international, et d'abord auprès des dirigeants des divers Etats de la Ligue Arabe. C'est d'eux, des dirigeants égyptiens et jordaniens, syriens et saoudiens, qu'ils ont cherché à obtenir un soutien, tant militaire que financier, politique et diplomatique. Et cela impliquait de se présenter non comme des leaders de l'action des masses, mais comme un appareil capable de l'encadrer.

Car les dirigeants des Etats arabes - pour ne pas parler bien sûr de ceux d'Israël et de l'impérialisme - se moquent bien des aspirations du peuple palestinien, tout comme de celles de leurs propres peuples. Tout au plus la question palestinienne leur fournit-elle, depuis cinquante ans, un sujet commode de démagogie nationaliste. Mais en fait, ils craignent surtout les masses palestiniennes et l'écho que leur lutte peut éveiller dans les masses populaires de tout le monde arabe.

Expulsés de Palestine par l'armée sioniste avec le consentement ou l'appui ouvert des grandes puissances, les réfugiés palestiniens ne sont pas seulement restés la marque de la défaite des armées arabes face à celle d'Israël et aux menées de l'impérialisme. Ils sont aussi devenus, au sein même du monde arabe, un facteur d'explosion sociale.

Parias n'ayant plus rien à perdre, parqués dans leurs camps de réfugiés, déterminés à imposer réparation de l'injustice subie, amenés à constituer leurs propres organisations, voire leurs propres milices, les Palestiniens se sont révélés à plusieurs reprises un ferment, dans lequel des millions d'hommes des différents pays arabes, aussi pauvres et déshérités, aussi méprisés qu'eux, pouvaient être amenés à se reconnaître. Les dirigeants des Etats arabes les ont craints, avant même ceux d'Israël.

C'est pour cette raison que l'armée jordanienne a écrasé dans le sang, durant le "Septembre noir" de 1970, les milices palestiniennes de Jordanie, ou que la bourgeoisie libanaise a déclenché en 1975, contre les milices palestiniennes auxquelles s'étaient alliées celles de la gauche, une guerre civile dont le Liban n'est toujours pas sorti. Et c'est pourquoi les autres régimes arabes n'ont évité cet affrontement direct que parce qu'ils ont réussi à placer les Palestiniens et leurs organisations sous un étroit contrôle militaire et policier.

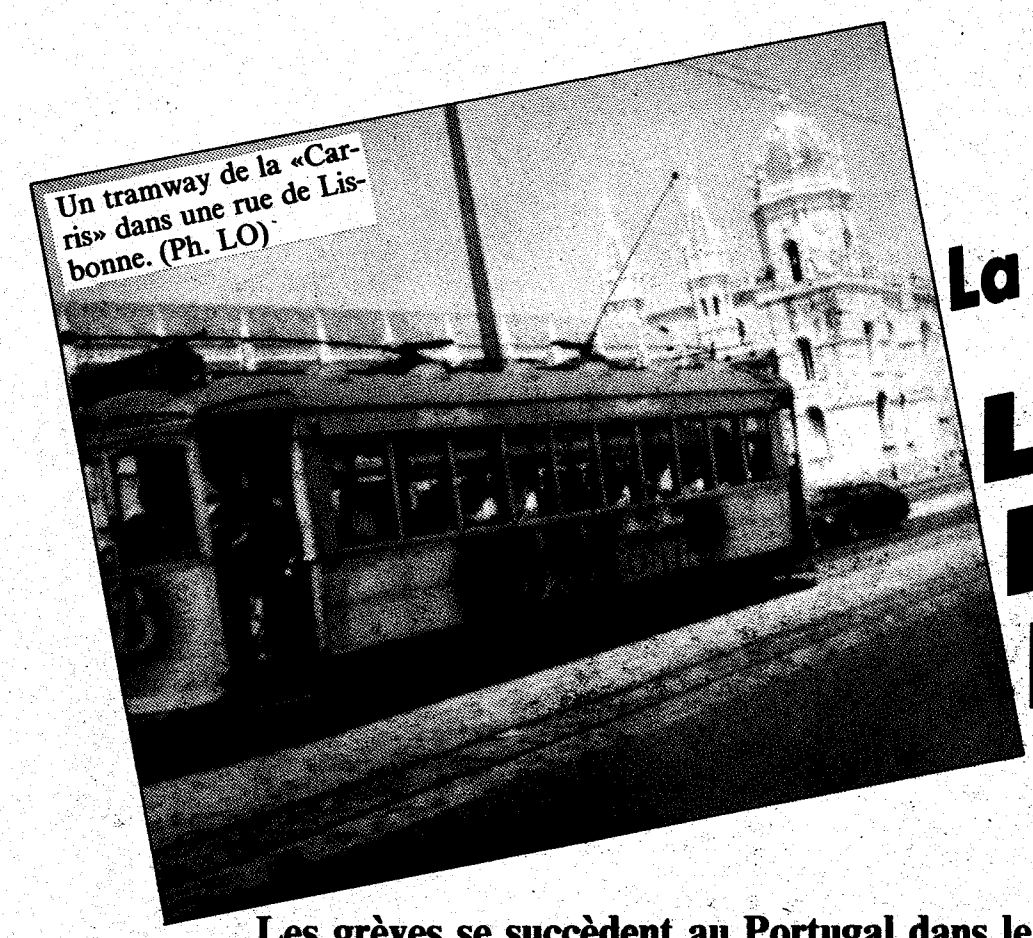
S'il s'était trouvé des militants prêts à s'appuyer jusqu'au bout sur cette sympathie dont disposaient les Palestiniens auprès des autres peuples arabes et à concevoir leur action comme une action révolutionnaire, non seulement contre Israël, mais aussi contre les Etats et les bourgeoisies arabes, alors les Palestiniens auraient sans doute remporté bien des succès.

Mais les seuls dirigeants des Palestiniens ont été les nationalistes de l'OLP. Et, alors que les dirigeants arabes étaient conduits à prendre l'initiative d'écraser les Palestiniens, les dirigeants des Palestiniens, eux, voulaient avant tout montrer leur bonne volonté aux dirigeants arabes, et leur démontrer qu'ils ne cherchaient aucunement à les renverser. En cela, ils ont désarmé politiquement les Palestiniens, tant vis-à-vis de Hussein de Jordanie que des dirigeants égyptiens ou syriens, ou vis-à-vis des diverses fractions de la guerre civile libanaise.

Les dirigeants de l'OLP voulaient montrer aux dirigeants arabes, mais aussi à ceux de l'impérialisme et finalement à Israël, qu'ils étaient un appareil capable d'encadrer les Palestiniens, et finalement de constituer une assurance contre le danger d'explosion sociale que recélait le problème palestinien. Cela a guidé leurs attitudes politiques et le choix de leurs méthodes d'action. Mais jusqu'à présent, les situations ont été telles que les dirigeants arabes ont jugé plus urgent d'écraser les Palestiniens...et ôté ainsi à Israël tout besoin de négocier avec l'OLP.

Bien sûr, les dirigeants arabes continuent de subventionner l'OLP. L'impérialisme lui-même a accepté de lui donner un statut international et de l'admettre auprès de l'ONU. Mais pas au point de faire sur Israël les pressions propres à lui faire accepter la création d'un Etat palestinien dirigé par l'OLP. Alors, l'OLP subsiste. Mais elle n'a une chance de jouer un rôle, d'être appelée dans une négociation que si l'impérialisme, les Etats arabes et Israël voient en elle le recours pour empêcher une explosion...que toute sa politique vise justement à empêcher.

A.F.



Un tramway de la «Carris» dans une rue de Lisbonne. (Ph. LO)

La grève des transports de Lisbonne

LE GOUVERNEMENT RÉQUISITIONNE, LES SYNDICATS DIVISENT

Les grèves se succèdent au Portugal dans le secteur des transports. Mais, là comme ailleurs, les organisations syndicales se soucient bien peu de les unifier. La grève touche maintenant les chemins de fer alors qu'il y a quinze jours, le mardi 9 février, s'est terminée une grève de trois semaines de la Carris de Lisbonne. Cette entreprise publique de plus de 7000 travailleurs transporte chaque jour, en bus et en tramway, un million de personnes dans la capitale et la banlieue.

Appliquant les consignes gouvernementales, la direction ne proposait pour 1988 que 6% d'augmentation des salaires. Or l'inflation officielle de 1987 a frôlé les 10% (selon un indice établi en 1963 et qui ne tient même pas compte du logement!). Au départ, les syndicats CGTP (animés par le PC) revendiquaient 14,5%; ceux de l'UGT (PS et droite), 10,5%. La négociation salariale de la Carris a, dans le secteur des transports, une importance stratégique : elle précède de peu celle du métro, des chemins de fer, de la Transtejo (navette sur le Tage), de la compagnie aérienne TAP. De plus, après la récente défaite électorale de la gauche, alors que le gouvernement dispose de la majorité absolue et se prépare à faire passer son projet de révision constitutionnelle et une détérioration de la législation du travail, syndicats et partis de gauche ont tout intérêt à montrer leur influence dans la classe ouvrière. Et à la Carris, à la différence d'autres grandes entreprises de la région de Lisbonne, la CGTP a conservé sa primauté, au moins dans les ateliers.

La direction ne voulant rien céder, les syndicats lancèrent la grève le lundi 18 janvier. Elle fut suivie à 100%, sans doute du fait de l'unité syndicale (l'UGT a une influence déterminante parmi les conducteurs). C'était une grève tournante, «en carrousel», soi-disant pour coûter moins cher et toucher également tous les travailleurs, dont les horaires sont très divers. Les conducteurs faisaient grève 4 heures par jour, sauf le week-end. Les ateliers, qui travaillent en journée, faisaient deux heures par jour.

Le premier vendredi, il y eut une assemblée générale centrale, à laquelle assistèrent des miliers de travailleurs. Puis, la direction refusant de fournir des bus pour emmener les grévistes à l'AG, il y eut des AG «décentralisées» dans les principaux ateliers et dépôts. Du coup, la coordination de la grève ne passait plus que par les directions syndicales. Personne, semble-t-il, ne contesta le rôle dirigeant des syndicats ou la grève tournante, ni ne posa la question de l'attitude à adopter en cas de réquisition.

Les syndicats, et particulièrement la CGTP, réclamaient l'intervention du gouvernement : qu'il autorise à la Carris des augmentations salariales supérieures ! Le gouvernement n'intervint qu'au bout de trois semaines, le vendredi 5 février, mais pour rappeler à la direction de l'entreprise que son devoir était de faire assurer un service minimum. Il versait quelques larmes de crocodile sur les usagers et menaçait de réquisition. Le lendemain, ce service minimum était défini : service à 100% sur toutes les lignes, tout au long de la journée, sauf entre 10 h et 16 h, où était admise une réduction du trafic d'environ 50% ! Les syndicats refusèrent ce service «miminum», protestant surtout contre le manque de dialogue et de concertation. L'UGT, qui se trouvait en congrès, décida même de ne plus siéger au Conseil de concertation sociale tant que planerait cette menace de réquisition; elle parla même de grève générale contre les mesures anti-ouvrières. Le même jour, des manifestations dans diverses villes, à l'appel de la CGTP, réunissaient des milliers de travailleurs protestant contre les projets anti-ouvriers du gouvernement.

Cependant, le dimanche, le Premier ministre déclarait qu'il *«ne cèderait pas d'un millimètre»*. Le lendemain, il décrétait la réquisition. Le matin encore, la grève avait été totale. Mais dans la soirée, les syndicats acceptaient la réquisition (sans avoir le moins du monde consulté les travailleurs). Le mardi 9 février, le trafic des bus et des tramways était de nouveau normal. Le syndicat CGTP proclamait sa volonté de *«continuer la lutte sous d'autres formes»* (grève du zèle, grève des heures supplémentaires). Mais personne n'y voit autre chose qu'une rodomontade.

Mais, maintenant que la grève est terminée à la Carris, des grèves commencent dans d'autres entreprises publiques de transport : jeudi 11 le métro de Lisbonne, de 6 h à 11 h (sans la réquisition, la Carris faisait, elle, grève de 10 h à 14 h) ; lundi 15, les postes ; mercredi 17, la Transtejo ; les 17 et 22, les chemins de fer.

Sous tous les cieux décidément, les politiques de division adoptées par les dirigeants syndicaux se ressemblent.

Vincent GELAS

LE SALAZARISME A L'HONNEUR

Quatorze ans après la «Révolution des œillets» et le retour du Portugal à la démocratie bourgeoise, le gouvernement semble avoir à cœur de réhabiliter les hommes et les valeurs de l'ancien régime salazariste. Déjà la mort de Americo Tomas, chef d'Etat de la dictature, avait donné lieu fin octobre à des manifestations de sympathie équivoques.

Mais les 17 octobre et 13 janvier derniers étaient publiés deux décrets gouvernementaux accordant des pensions viagères à 52 militaires, *«pour services exceptionnels et éminents rendus au pays»*, *«en considération de hauts et signalés services rendus à la patrie»*, et à deux civils, *«en considération du mérite exceptionnel de la contribution apportée à la défense de la liberté et de la démocratie»*.

Les bénéficiaires ne sont pas des résistants à la dictature salazariste, mais au contraire des hommes de main de cette dictature, des matraqueurs notoires, des militaires colonialistes, des comploteurs d'extrême-droite, plus deux renégats du PC qui ont préféré les largesses de la bourgeoisie. Le plus tristement célèbre des militaires, ainsi récompensés par une pénsion qui vient s'ajouter à leur retraite régulière, est le capitaine Maltez (actuellement lieutenant-colonel en retraite), chef de la police de choc du régime de 1969 à 1974, spécialiste de la répression et des charges contre les manifestants, et dont bon nombre de membres de l'actuel appareil d'Etat ont eu à souffrir les méfaits.

Sans doute tout ce beau monde de bourreaux, de comploteurs et de renégats est-il aujourd'hui à la retraite.

Mais cette récompense de la bourgeoisie à ses bons et loyaux serviteurs vise probablement surtout à assurer la relève, à susciter des vocations en montrant aux actuels et futurs matraqueurs qu'on n'est pas ingrat.

V.G.

Congrès socialiste

LE CONGRÈS DES VOITURES OFFICIELLES

A la fin du mois de janvier le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol a tenu son 31eme congrès. C'est-à-dire qu'il a glorifié la gestion gouvernementale, et plébiscité les «camarades ministres» et la direction du parti (reconduite avec près de 100 % des voix).

Parmi les 861 délégués du congrès, 3 sur 4 occupaient un poste dans l'administration publique. Il n'y avait que 7 % de femmes (mais on a corrigé le tir en leur réservant 25 % des postes dans toutes les instances du parti). Parmi les délégués, il n'y avait également que 8 % d'ouvriers, mais là on n'a rien corrigé du tout, malgré le «O» du sigle officiel du parti.

Comme l'avait annoncé à l'avance un dirigeant syndicaliste, le seul problème du congrès, vu le nombre de voitures officielles, a été celui du parking.

En effet, le PSOE a distribué à ses membres plus de 4.000 postes de hauts fonctionnaires dans l'administration ou les entreprises nationalisées. Il dispose de tous les postes de ministres, de la majorité absolue au Parlement, du contrôle de 9 des 16 régions «autonomes» d'Espagne, des mairies de 31 capitales provinciales et de milliers d'élus dans toutes les institutions.

Le PSOE apparaît de plus en plus comme une société anonyme qui gère les affaires de la bourgeoisie en attendant d'être admise demain, en récompense des services rendus, dans les conseils d'administration des trusts et des banques où ses membres pourront rejoindre tous les exministres et hauts fonctionnaires socialistes qui ont déjà changé de portefeuille sans même avoir eu à retourner leur veste.

Le discours d'autosatisfaction du premier ministre Felipe Gonzales a donc logiquement fait le plein des voix.

Il y a bien eu quelques voix pour rappeler que le bilan de 6 ans de gouvernement socialiste ne pouvait pas être tout rose avec trois millions de chômeurs (plus de 20 % de la population active). Mais Gonzales a écarté ces remarques d'un revers de main en assurant que «*ce chiffre ne correspondait pas à la réalité*»

Il y a bien eu également, en session de clôture, le discours de Nicolas Redondo, secrétaire général du syndicat «frère» UGT, qui est monté à la tribune pour rappeler les motifs qui l'ont porté à prendre ses distances depuis un certain temps, avec ses copains du gouvernement. Mais il n'est pas sorti du cadre des «critiques constructives» et, comme l'a souligné la presse, en prenant soin de rappeler «*la modération de sa politique revendicative et sa volonté de ne pas se détacher du projet socialiste*».

Comme les seuls opposants représentés à ce congrès, ceux de la Gauche Socialiste, ont, après avoir voté en faveur de la direction sortante, obtenu plus de postes que prévu dans le nouveau conseil fédéral, tout ce petit monde est sorti content du congrès.

Les seuls qui ont à se plaindre, ce sont les millions de travailleurs, électeurs du PSOE ou non, qui subissent depuis 6 ans sa politique. Mais ceux-là n'ont pas eu la parole.

AU PCE
ON DISCUTE DES POSTES
MAIS PAS DE LA POLITIQUE

Le Parti Communiste Espagnol est à nouveau le théâtre d'une «guerre des chefs».

Depuis 1981, il ne fait qu'aller d'une crise à l'autre et tout porte à croire que c'est loin d'être fini.

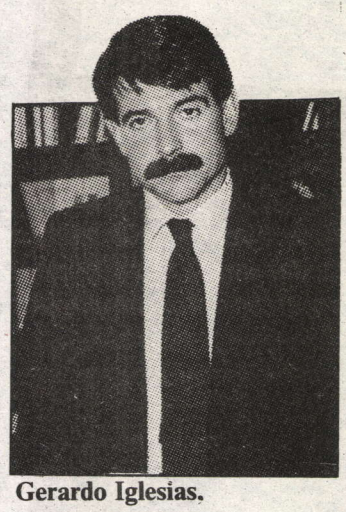
Après la débâcle électorale de 1982 (où son score était tombé de 10 % à 4 %) qui provoqua la démission de Santiago Carrillo comme secrétaire général et son départ du PCE pour créer son propre groupe (aujourd'hui le Parti des Travailleurs-Unité Communiste), son successeur, Gerardo Iglesias, n'a réussi ni à récupérer les voix perdues, ni à se consolider dans son poste.

Avec l'autre scission, «pro-soviétique» celle-là, d'Ignacio Gallego qui a formé le Parti Communiste des Peuples d'Espagne (PCPE), le mouvement communiste officiel est divisé en trois partis depuis des années.

En début d'année, Iglesias affirmait encore qu'il «*n'y avait pas de crise dans le PCE, parce qu'il n'y a pas de différences politiques dans son sein*». C'est sans doute vrai, il n'y a pas de différences politiques au sommet du PCE, car tous ses dirigeants sont aussi réformistes les uns que les autres. Mais ça ne veut pas dire qu'ils ne sont pas divisés entre eux, pour d'autres raisons.

Le congrès du PCE se tient à partir du 19 février. En attendant, les manœuvres vont bon train. Des dirigeants déclarent se méfier d'une éventuelle fausse retraite d'Iglesias, d'autres ne cessent de proclamer qu'ils ne sont pas candidats avec une insistance douteuse, d'autres se prononcent, comme chaque fois qu'aucun d'entre eux ne réussit à s'imposer, pour une direction collégiale (ce sont les partisans de la «perestroïka» en même temps que de la «troïka»).

Mais pas un ne remet en cause la politique suivie dans le passé. Et pas un ne propose une politique pour



Gerardo Iglesias.

les travailleurs et ne parle de riposte à la politique d'austérité menée par le gouvernement et par le patronat.

Si, depuis la fin des années de transition, un très grand nombre de militants ont quitté le PCE ou ont cessé de participer à ses activités ou réunions, il reste dans la classe ouvrière espagnole, et notamment au sein du syndicat Commissions Ouvrières, des dizaines de milliers de travailleurs qui se sentent et se disent communistes.

Mais à ces militants qui s'interrogent sur le bilan de leur parti et l'avenir de leurs idées, les divers bureaucrates qui se disputent l'héritage du PCE n'ont rien à dire, rien à proposer à part l'éternelle chasse aux voix et aux postes perdus.

LES FEMMES A LASSO DU PSOE

L'ex-socialiste Alonso Puerta, qui continue à faire sa petite carrière politique aux côtés du PCE, dans la coalition «Izquierda Unida» a dit lors de sa défaite au référendum sur l'OTAN que sa déception était comparable à celle que peut ressentir un père quand la sage-femme lui annonce que sa femme... vient d'accoucher d'une fille !

Le subconscient de Puerta lui a peut-être joué un mauvais tour quand il a fait cette lamentable comparaison. Mais dans son ancien parti il y en a bien d'autres qui partagent ses préjugés. Par exemple le numéro 2 du parti et du gouvernement, Alfonso Guerra, a montré ses réticences en disant au sujet de la quote-part de 25 % concédée aux femmes dans les instances du PSOE qu'il acceptait toujours «*les jugements collectifs* », mais que dès maintenant «*les femmes doivent militer et travailler*». A bon entendeur salut.

Mais le fait le plus significatif dans ce domaine s'est produit quand un délégué a demandé à Carmen Romero, militante-épouse de Felipe Gonzalez, d'où sortiraient tant de femmes. «*Il faudra les chasser au lasso* !», a-t-il précisé lui-même. Et, la voyant un peu fâchée, le délégué a conclu qu'elle n'avait pas le sens de l'humour.

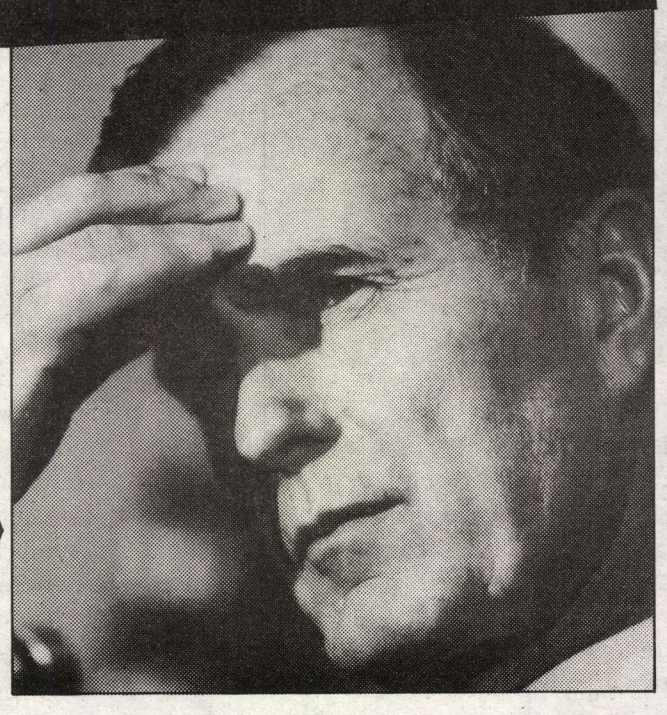
Cet humour-là ressemble beaucoup à celui de ce proverbe chinois qui disait que la femme était la moitié du ciel... mais ajoutait tout de suite que l'homme était le ciel de la femme.

LA COURSE A LA PRÉSIDENCE EST PARTIE... POUR NEUF MOIS

Aux Etats-Unis aussi, c'est parti. Après les "caucus" de l'Iowa, un des Etats du Middlewest (le centre du pays) le 8 février, le processus électoral présidentiel s'est poursuivi le 16 avec la «primaire» du New Hampshire, un petit Etat du Nord-Est, proche du Canada. Suspense ! Depuis 1952, paraît-il, aucun président américain n'a été finalement élu sans avoir gagné dans cet Etat.

Comme en France, 1988 est une année d'élection présidentielle aux Etats-Unis. Mais là-bas, pour une présidence nettement plus courte -quatre ans au lieu de sept- le processus électoral est beaucoup plus long, puisque, commencé donc début février, il ne se terminera qu'en novembre prochain. Les quinze jours d'intervalle entre les deux tours de l'élection du président français et même si on y ajoute les trois semaines de campagne officielle, semblent bien maigres en comparaison des neuf mois américains.

Pendant cinq ou six mois, jusqu'en juillet, des élections dites primaires vont se dérouler Etat après Etat. Leurs modalités varient d'un Etat à l'autre : ici tous les électeurs sont appelés à voter ; là, seulement ceux qui se sont déclarés publiquement du Parti Démocrate ou du Parti Républicain ; ailleurs uniquement ceux qui appartiennent à l'appareil militant des partis – les «caucus» – comme dans l'Iowa. Mais elles ont toutes pour but d'élire les délégués aux conventions démocrate ou républicaine qui se réuniront durant l'été et choisiront le candidat républicain ou démocrate qui se présentera à l'élection de novembre.



Côté Républicains, George Bush (le vice-président en exercice) qui avait été relégué au 3e rang dans l'Iowa, l'a emporté dans le New-Hampshire. Ça repart pour lui ! Selon les chiffres officiels, il a déjà dépensé plus de 13 millions de dollars... (photo AFP)

La plus vieille démocratie bourgeoise du monde a mis deux siècles pour mettre au point ce processus. Il peut sembler bien lourd et bien compliqué. Et il a aujourd'hui aux Etats-Unis mêmes un certain nombre de détracteurs. Mais il a aussi ses avantages, du point de vue de la classe dirigeante.

Il permet d'abord une certaine sélection parmi les politiciens aspirant au poste suprême. Pendant des mois, sous l'oeil du public et de la presse, ils ont à faire la preuve de leurs qualités et de leur caractère, à défaut de leurs idées politiques, car ce n'est pas en premier lieu sur leur programme que les médias invitent les électeurs à juger. Tant pis pour celui qui n'est pas assez malin pour cacher, au moins pendant ce temps, la faille ou le défaut qui ne conviendrait pas à un président des Etats-Unis. Ainsi Gary Hart, assez stupide pour se faire prendre au lit avec une starlette qui n'était point sa femme légitime, mais surtout assez bête pour se confesser en public, a vu toutes ses chances réduites d'un coup à néant alors qu'il était favori.

Bien sûr, cette sélection ne joue que sur le personnel politique existant. Et depuis vingt ans, ce n'est certes pas le génie qui s'est installé à la Maison Blanche avec Nixon, qui se fit prendre dans une affaire stupide d'espionnage de ses concurrents démocrates, Ford qui s'était assuré la solide réputation d'être incapable de marcher et mâcher son chewing-gum en même temps, Carter dont le sourire cachait l'esprit benêt d'un prêcheur campagnard et enfin Reagan dont les gaffes et les bourdes ne se comptent plus. Mais évidemment aucun mode de sélection ne permet d'inventer le phénix qui n'existe pas.

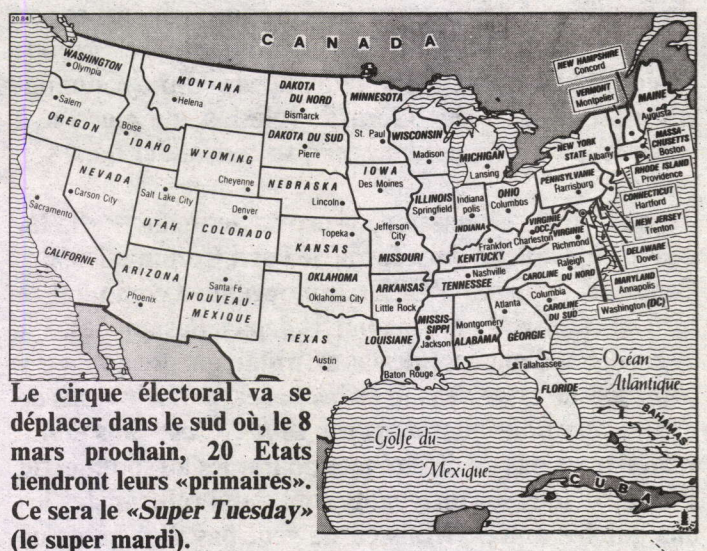
Pourtant, cette sélection a au moins le mérite d'assurer qu'il n'y a aucun risque que, au final, parvienne un concurrent qui pourrait ne pas convenir à la bourgeoisie américaine car si le suffrage universel donne l'impression que ce sont les électeurs qui choisissent, le système garantit que la classe dirigeante a toute latitude pour écarter les concurrents qu'elle pourrait ne pas juger convenables.

D'abord ce système des primaires assure que seuls ceux qui concourent dans le cadre des deux partis officiels, démocrate ou républicain, ont la moindre chance non seulement d'être élus mais même d'avoir le moindre crédit et la moindre audience. Ensuite la longueur de la campagne jointe à l'immensité du pays exige une telle somme d'argent que même à l'intérieur des partis républicain ou démocrate le candidat qui ne trouve pas le moyen de plaire à la bourgeoisie n'a aucune possibilité de rassembler cet argent et n'a donc aucune possibilité de mener campagne jusqu'au bout. Enfin les délégués aux conventions des deux partis n'étant pas liés réellement au candidat dont ils ont défendu les couleurs dans les primaires, tous les retournements sont possibles, y compris la possibilité de voir choisi quelqu'un qui n'était pas forcément le vainqueur des primaires. Pour faire bonne mesure, d'ailleurs, c'est vrai aussi de l'élection finale de novembre : ce sont des délégués qui sont élus et qui choisissent après coup le président. Là aussi on pourrait voir élu - et on l'a déjà vu - un autre que celui qui a totalisé le plus grand nombre de voix.

C'est dire que en matière d'institutions, les Etats-Unis peuvent être un modèle : un modèle de démocratie bourgeoise dans laquelle les électeurs semblent avoir largement et longuement leur mot à dire alors qu'en fait ils ne décident de rien et même au fond ne choisissent personne.

Les premières éliminatoires ont mis sur le devant de la scène des premiers noms : Dole, Robertson, Bush pour les Républicains, Gephart, Simon, Dukakis pour les Démocrates. Mais ce n'est que le début de la course. On peut commencer à parier sur les chevaux si l'on est joueur...mais il faut se souvenir que ce qui sera décisif, ce sont les choix des jockeys et des entraîneurs, qui eux, ne se font pas sous l'oeil du grand public.

Jacques Morand



Le cirque électoral va se déplacer dans le sud où, le 8 mars prochain, 20 Etats tiendront leurs «primaires». Ce sera le «*Super Tuesday*» (le super mardi). (Carpress)

Quelques romans policiers

Il y a des cadavres et du suspense : voici quelques polars qui se lisent d'une traite. Des livres noirs sur fond de problèmes politico-sociaux dans le monde d'aujourd'hui. (Les prix des «Série Noire» vont de 20 F à 33 F, selon leur épaisseur).

«La fée carabine» de Daniel Pennac

«C'*était l'hiver sur Belleville*» : ainsi commence *La fée carabine*. L'inspecteur Vanini ne va pas tarder à s'écrouler, victime d'une vieille dame armée d'un P 38 ...

Ce n'est que la première des péripéties -surprenante, il est vrai- d'une série d'histoires entrecroisées qui mêlent, à un moment ou à un autre, toutes sortes de personnages : un directeur littéraire sympathiquement farfelu, une journaliste pleine d'audace, différents policiers, inquiétants, sentimentaux, ou complètement pourris, des restaurateurs arabes, des enfants, et surtout des petits vieux parmi lesquels la drogue fait des ravages.

Derrière, mystérieux, trône un architecte bien en cour qui récupère des appartements à leur plus bas prix pour les revendre une fois rénovés et amasser une fortune... sans oublier un secrétaire d'Etat aux Personnes âgées qui aime ces dernières surtout quand elles débarrassent le plancher, étant internées par exemple...

De l'humour noir, un peu de délire, avec, pour changer, un dénouement trop plein d'histoires d'amour pour être honnête.

C.LG

«La polka des polluants» de Max Allan Collins

Une épidémie de suicides, dans une petite ville du New- Jersey, aux Etats-Unis : c'est bizarre. Un jeune homme de vingt ans vient sur place pour essayer de comprendre pourquoi sa jeune fiancée, pleine de vie, a jugé bon de se trancher les poignets...Et avec l'aide d'une journaliste du cru et d'un écologiste professionnel, il va réussir à dévoiler les responsabilités dans cette affaire, comme dans d'autres, de la grande entreprise de chimie de la ville....

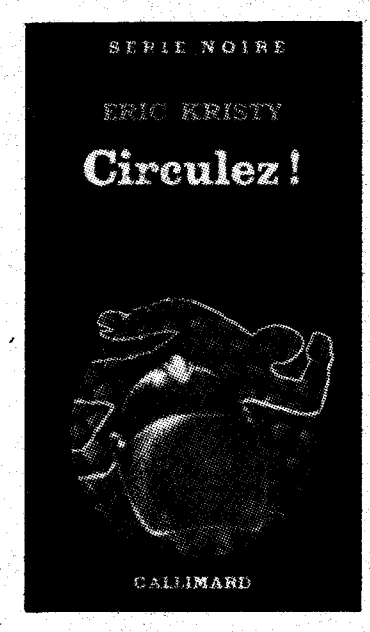
«Aix abrupto» de Jean-Paul Demure

Si on en croit cette histoire pas invraisemblable, d'ailleurs- il s'en passe des choses à Aix-en-Provence, malgré les apparences respectables de sa vie bourgeoise !

Un branle-bas de combat pré-électoral en même temps que le déroulement du Festival estival d'art lyrique servent de cadre à des réglements de comptes et à des éliminations dignes de la pègre marseillaise -dont on apprend notamment qu'elle se servirait de divers établissements à Aix comme d'une sorte de base arrière pour «blanchir» les gros sous qu'elle tire de ses trafics...

Tout le beau monde, ou presque, est mouillé. Et le jeune animateur d'une radio libre qui croit pouvoir partir en croisade contre le scandale est bien gentil, mais, quand les choses commencent à devenir sérieuses, débarqué...

«Circulez !» de Eric Kristy



Rue des Lierres, Paris 20ème : deux petits voleurs attaquent un magasin. Un flic en patrouille vise l'un d'eux, «*comme au stand*», et le tue sur le coup. Bavure ?

L'auteur place son récit du point de vue d'un des collègues de l'assassin, Lucien Noblard, qui, effrayé par le réflexe meurtrier du flic Roussillon, a essayé d'empêcher son geste. Mais ce n'est pas pour autant un vertueux héros. Et quand il s'agit d'étouffer l'affaire dont il a été le témoin n° 1, d'évacuer les responsabilités, il emboîte le pas à ses chefs et se fait complice de la thèse de l'accident que ceux- ci s'appliquent à accréditer.

Ce qui ne lui rend pas la vie plus facile par la suite, étant donné que le voleur rescapé et son amie entreprennent de se venger sur lui de la mort de leur copain...

«Neige rouge» de Edouard Topol

Voilà un roman policier qui se passe en URSS, comme les précédents romans de l'auteur, Soviétique émigré aux Etats-Unis. En décembre 1983, le gigantesque gazoduc destiné à transporter du gaz naturel sibérien en Europe occidentale devait devenir opérationnel. Des «incidents», que les autorités soviétiques tentèrent de garder secrets, retardèrent la mise en service du gazoduc. C'est sur ces faits - réels - que Topol a brodé.

Le roman démarre bien. Tchernenko guettant la mort d'Andropov en se demandant comment empêcher le jeunot aux dents longues, Gorbatchev, de s'emparer du pouvoir ; la description du mode de vie encore quasi-nomade que mènent en Sibérie, sur un territoire grand comme une fois et demi la France, les quelques dizaines de milliers de Nenets, un des multiples peuples minoritaires de l'URSS ; les rapports qu'entretiennent les Russes avec les Nenets ; la vie quotidienne d'une jeune milicienne (l'équivalent de nos policières) dans le Grand Nord soviétique : le roman fourmille de descriptions enlevées, et, pour autant qu'on puisse le savoir, assez réalistes.

Seulement, Topol a voulu pimenter le roman en rajoutant, à chaque endroit où cela lui était possible, des scènes d'orgies sexuelles. On ne sait pas trop si, pour lui, elles correspondent aux fantasmes des Russes ou à ceux des Américains, mais en tout cas c'est complaisant et désagréable. Dommage. On peut sans doute attendre que le roman paraisse en collection de poche pour l'acheter...

S.F.

Neige Rouge
d'Edward Topol
Editions Robert Laffont
291 pages - 92 F

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIERE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIERE (hebdomadaire) : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Editions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 25 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

Bérégovoy à Europe 1

FUTUR ÉLU RECHERCHE MAJORITÉ

Une fois élu, le président tournera-t-il le dos à l'actuelle assemblée ou y cherchera-t-il une nouvelle majorité ?

Gamma

Ce n'est pas parce qu'on n'a pas de candidat – officiel – qu'on doit se taire. Et les dirigeants du PS sont loin d'être muets. Leurs propos, s'ils ne brillent pas toujours pas leur transparence, nous fournissent quelques indications utiles.

Ainsi Bérégovoy, ancien ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement Fabius, a déclaré le lundi 15 février au « Club de la presse » d'Europe 1 que si le candidat socialiste était élu, il se pourrait qu'il dissolve l'Assemblée pour « *faire coïncider majorité parlementaire et majorité présidentielle* ». Tout en s'empressant d'ajouter qu'il ne fallait pas que le candidat s'engage à l'avance à le faire. Prudence !

Il a précisé aussi qu'en cas de victoire de la « gauche », il lui paraissait vraisemblable que le président constituerait le gouvernement avant de dissoudre le Parlement.

Quel calcul cache ou plutôt révèle, un tel scénario ? Mitterrand réélu, sans doute serait-il souhaitable – pour lui – qu'il dispose d'une majorité qui lui soit fidèle ; il aurait deux façons d'y aboutir. Ou bien garder l'Assemblée actuelle, et peser pour réaliser un regroupement entre une partie des représentants de la droite et les représentants du PS. Ou bien la dissoudre juste après l'élection présidentielle et faire dépendre la composition de la future majorité des résultats d'élections législatives.

Dans la mesure où on peut difficilement envisager que de telles élections donneraient une majorité au PS, les projets de Mitterrand risquent de s'en trouver compliqués. La nouvelle Assemblée disposerait en effet d'une légitimité qui ferait ombrage à celle du président et le contraindrait, dans une certaine mesure, à composer avec elle.

Bérégovoy, en proposant une démarche intermédiaire : former une majorité sur la base d'une combinaison gouvernementale issue d'alliances nouvelles, pour procéder ensuite à de nouvelles élections, ouvre une autre possibilité, qui aurait l'avantage de fournir à Mitterrand une majorité parlementaire toute neuve, sinon nouvelle, dessinée par lui-même et légitimée ensuite par le suffrage universel.

Ainsi Mitterrand aurait lui aussi son rassemblement du peuple français. Comment le baptiserait-il ? Rassemblement du peuple de gauche, du centre, du milieu ou d'ailleurs ? On verrait bien. Par contre, ce qui est déjà tout vu, c'est que tous ceux qui croient voter à gauche en votant Mitterrand se trompent.

Cette fois, les dirigeants du PS ne prennent même pas la peine de se cacher et le disent presque ouvertement. A l'avance.

J.-P. VIAL

L'EUROPE TROP VERTE ?

SIPA PRESS

Bientôt le retour à la jachère. On n'arrête pas le progrès.

A part un quasi-incident diplomatique entre Thatcher et Chirac (dû aux écarts de ce dernier, son langage volant – paraît-il – au ras des... pâquerettes), les Douze se seraient mis d'accord au sommet européen de Bruxelles.

En fait, il s'agissait essentiellement à cette réunion – comme à celle qui a capoté à Copenhague en décembre dernier – de se mettre d'accord sur le financement de la politique agricole commune. Cela fait maintenant des années que les institutions européennes fonctionnent avec comme activité principale, d'une part la récupération de la contribution des différents Etats de la communauté (payée par les impôts des populations «européennes»), d'autre part sa répartition sous forme de subventions diverses et variées selon les productions et selon les pays. Un mécanisme qui permet de remplir les silos et les frigos, ainsi que les coffres-forts de quelques-uns au passage. La production agricole européenne est ainsi excédentaire... du moins par rapport à ceux qui peuvent payer pour la consommer.

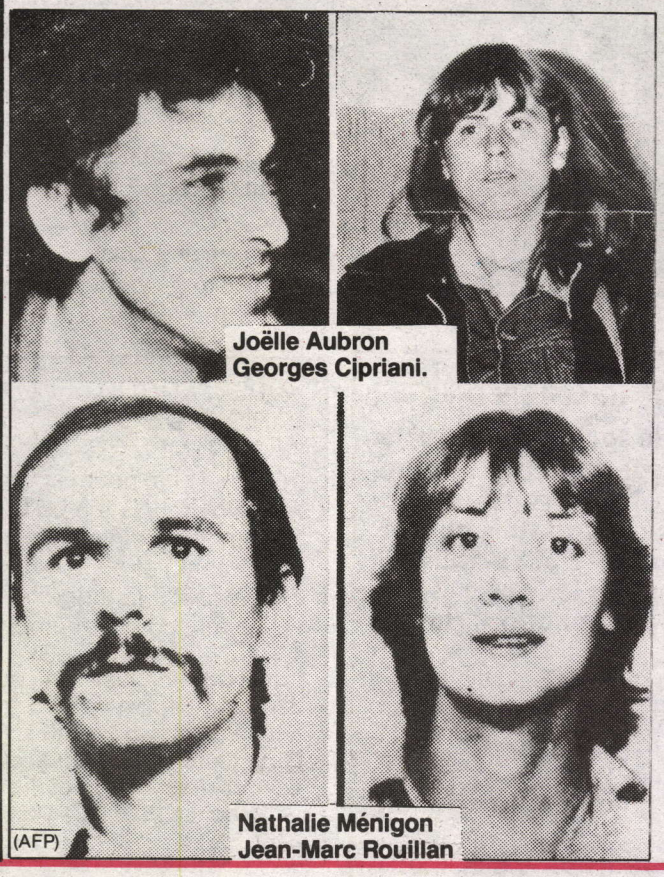
Cette fois-ci la réunion de Bruxelles a permis d'innover. Les Douze ont entériné un programme pour baisser les prix en fonction de l'augmentation de la production et surtout l'instauration d'un régime d'encouragement à la mise en jachère des terres cultivées. Les paysans qui enlèveront à la culture au moins 20 % de leurs terres toucheront dorénavant une prime. Jusque-là plus on produisait, plus on était subventionné. Maintenant ça pourra devenir intéressant de ne rien produire, car on pourra toucher quand même.

A part ça, les deux tiers de l'humanité ne mangent pas à leur faim... Il y a quand même quelque chose qui ne tourne pas rond sur la planète !

L.G.

La grève de la faim des membres d'Action Directe

LE TERRORISME D'ÉTAT DE PASQUA-PANDRAUD


Joëlle Aubron
Georges Cipriani.

(AFP)

Nathalie Ménigon
Jean-Marc Rouillan

«Faire la grève de la faim, c'est leur droit. On peut toujours faire des régimes amaigrissants». C'est ainsi que s'est cyniquement exprimé Roger Pandraud, le ministre délégué à la Sécurité, le 17 février, à propos de la grève de la faim entreprise par quatre des «dirigeants historiques» d'Action Directe depuis plus de deux mois, pour protester contre leurs conditions de détention et leur mise à l'isolement en prison. Ainsi pour Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, le quartier de l'isolement de Fleury-Mérogis avait été entièrement vidé de ses occupantes. Les fenêtres avaient été bouchées. Aucune visite ne leur était permise. L'horaire de leur promenade était volontairement décalé chaque jour, pour leur faire perdre tout point de repère...

Ce même 17 février, s'est déroulé l'un des procès de Nathalie Ménigon, à l'issue duquel elle a été condamnée à douze ans de réclusion ; la presse a pu voir et décrire l'état de celle que les experts médicaux ont jugée «*apte à répondre*» : très amaigrie, elle a comparu sur un fauteuil roulant, s'évanouissant de temps en temps, si faible qu'il fallait alors la perfuser, tandis que le président du tribunal proposait de «*poursuivre les débats en son absence. On la tiendra informée*» !

Cela donne une idée de l'état des grévistes de la faim qui s'affaiblissent de jour en jour. Le ministère de la Justice, le gouvernement, les laisseront-ils aller à la mort, plutôt que de leur accorder ce qu'ils demandent : le droit de se voir et le droit de ne pas être soumis à l'isolement total. Un droit qui devrait être celui de n'importe quel homme ou femme emprisonné ?

«On répond au terrorisme d'Action Directe par la terreur d'Etat», a dit Alain Geismar, interviewé par *Libération*. C'est bien de cela qu'il s'agit.

S.F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995